

« LA RÉPUBLIQUE FACE À LA DÉCONSTRUCTION »

Sommaire

Accueil

par Marie-Françoise Bechtel,
Présidente de la Fondation Res Publica 7

« Sur la déconstruction. Comment une manière sophistiquée de lire les textes philosophiques est devenue une machine de guerre contre la civilisation occidentale »

Intervention à distance de Pierre-André Taguieff,
Historien des idées, directeur de recherche honoraire au CNRS, auteur, récemment, de *L'imposture décoloniale : Science imaginaire et pseudo-antiracisme* (Éditions de l'Observatoire, 2020) et de *Les nietzschéens et leurs ennemis* (Cerf, 2021) 11

« Déconstructionnisme : état des lieux, facteurs de diffusion et conséquences »

par Hadrien Mathoux,
Journaliste à Marianne..... 29

« Le double fléau du militantisme académique et de l'identitarisme »

par Nathalie Heinich,
Sociologue, directrice de recherche au CNRS et à l'EHESS, auteur, récemment, de *Ce que le militantisme fait à la recherche* (Gallimard, Tracts, 2021) et de *Oser l'universalisme : contre le communautarisme* (Le Bord de l'eau, 2021)..... 38

« Ce que la déconstruction fait à la République ; ce que peut la République face à la déconstruction »

par Souâd Ayada,
Directrice de l'Institut français d'islamologie, inspectrice générale de philosophie, ancienne présidente du Conseil supérieur des programmes 48

« Les outils de la République »

par Jean-Yves Autexier,

Vice-président de la Fondation Res Publica, ancien parlementaire..... 61

Débat 67

Annexe :

Entretien à distance avec Alexeï Rutkevich, professeur de philosophie, directeur scientifique de la faculté des sciences humaines à l'École des hautes études en sciences économiques (HSE) de Moscou..... 76

Monsieur le Président fondateur,
Mesdames, Messieurs,
Chers amis,

Bonsoir et merci une fois encore de votre présence.

Je n'ai pas besoin de vous dire à quel point cette présence est précieuse à la Fondation. Elle alimente jusqu'aux sujets que nous choisissons et non seulement les débats. Au-delà elle contribue à maintenir une « identité » qui, me semble-t-il, nous est commune.

Les moments difficiles que nous sommes en train de vivre ne changent rien à ce besoin d'une déclinaison de l'identité républicaine. Il est vital, à nos yeux, de la faire vivre dans toutes ses potentialités, en affrontant le monde réel, les enjeux et les défis de ce monde dans des débats qui ne sont pas académiques, même si nous regardons l'apport de la pensée théorique et universitaire comme une nourriture indispensable, ce dont nous allons d'ailleurs administrer la preuve tout de suite.

Le sujet de ce colloque, que nous avons intitulé « La République face à la déconstruction », n'est pas totalement neuf en ce sens que de nombreux séminaires, et récemment encore un grand colloque à la Sorbonne¹, se sont souciés depuis quelques années de la pénétration en France des idées de la *Cancel culture*, du « wokisme » et de l'idéologie qui, plus largement, est à la base de tous les combats menés au nom d'un différencialisme qui ne connaît plus de freins, interpellant puis s'attachant à déconstruire (nous reviendrons sur ce concept et sa portée historique) nos institutions, notre histoire, nos positions académiques, le monde de la recherche, celui de l'entreprise, de la politique, de l'école, de la culture et parfois jusqu'à la vie quotidienne. Aucun secteur n'est épargné par ce mouvement d'une rapidité et d'une capacité expansionniste que les réseaux sociaux ont naturellement portée au plus fort.

¹ Les 7 et 8 janvier, s'est tenu à la Sorbonne un colloque conjointement organisé par l'Observatoire du décolonialisme et le Collège de philosophie, intitulé « *Après la déconstruction : reconstruire les sciences et la culture* ».

Ce que nous voulons tester ce soir, précisément, est la capacité de résistance de notre République à cette expansion. Ce qui suppose une question préalable : la République comme armature conceptuelle du civisme est-elle ou non plus attaquée que ne l'est la démocratie dans son ensemble ? C'est une vraie question. Préjudiciable aux conceptions de l'égalité, de la liberté et même surtout d'une certaine conception culturelle de la vie en société, l'extension de la culture de l'excuse et de la dénonciation permanente, l'est-elle parce qu'elle met en cause objectivement ou subjectivement d'abord les valeurs républicaines-clés en s'opposant prioritairement à elles ? C'est possible. C'est ce que nous essaierons de tester en allant au-delà de la seule question de la menace que fait peser le « wokisme » généralisé sur la seule démocratie.

Et, corollaire de cette première interrogation, autre question à laquelle nous tenterons de répondre : la République est-elle finalement mieux ou plus mal armée pour riposter ?

Mais auparavant, de quoi parlons-nous ? Si la culture de la déconstruction se répand en tous domaines, comme je le soulignais, la connaissance précise des fondements sur lesquels elle est apparue n'est pas un détour inutile. Chacun le sait, cette apparition met en cause des influences philosophiques qui ont servi de foyer et ensuite nourri la braise.

C'est pourquoi nous avons demandé à Pierre-André Taguieff – qui était intervenu dans le colloque de la Sorbonne auquel je faisais référence – de nous éclairer sur les origines philosophiques de la *French Theory* puisque c'est ainsi qu'on a baptisé outre-Atlantique le mouvement dit de la déconstruction. Interrogation nécessaire également sur les dérivations de ce mouvement que l'on regarde généralement comme l'aliment principal de ce nouveau narcissisme de la différence qui s'impose sur fond de contraste entre l'activisme qui le fait vivre et la résignation qui lui permet de survivre et de s'imposer.

Nous tenterons ensuite de faire le point sur l'effet boomerang par lequel les applications de la *French Theory* nous sont revenues d'outre-Atlantique, autrement dit de mesurer jusqu'à quel point et par quels moyens la déconstruction dans sa version « wokiste » a atteint en retour l'université d'où elle était censée venir, ainsi que la recherche. Par quelles voies ? Avec quels effets ? Nous nous demanderons aussi comment elle a atteint et contaminé le débat public, la vie associative et les partis tout particulièrement progressistes ou

supposés tels. Ce sera l'objet des deux interventions successives et complémentaires de Nathalie Heinich et d'Hadrien Mathoux.

Enfin, les deux interventions finales essaieront de répondre à la question spécifique que nous posons à travers ces éclairages fondamentaux : en quoi tout d'abord les valeurs républicaines en elles-mêmes sont-elles particulièrement visées par la destruction déconstructiviste ? Et en quoi ces mêmes valeurs sont-elles porteuses d'une réponse, d'une résistance possible et finalement d'une capacité de produire un dépassement de ce moment noir qu'est un « wokisme » bien digne du capuchon de l'inquisiteur ? Souâd Ayada et Jean-Yves Autexier ont accepté de se charger chacun d'une des deux branches de cette interrogation. En quoi la République est-elle attaquée ? Comment peut-elle répondre ?

Je laisse la parole à Pierre-André Taguieff qui, retenu loin de Paris, nous a fait l'amitié de nous faire parvenir son intervention par vidéo, ce dont je le remercie vivement. Je rappelle que son propos est : qu'est-ce au fond que le « wokisme » sur la base de la *French Theory* et comment se sont développées les idées déconstructionnistes à travers notamment la façon dont s'en sont emparées les universités américaines.

Sur la déconstruction. Comment une manière sophistiquée de lire les textes philosophiques est devenue une machine de guerre contre la civilisation occidentale³

Qu'y a-t-il de commun entre la déconstruction heideggérienne de la métaphysique, la déconstruction derridienne du « logocentrisme » occidental, la déconstruction féministe ou antiraciste des préjugés et des stéréotypes de race ou de genre, la déconstruction des valeurs, des normes et des institutions par les adeptes des sciences sociales critiques, la déconstruction du « roman national » et de l'universalisme républicain par les partisans du décolonialisme, la déconstruction du « privilège blanc » par les néo-antiracistes racialisés, la déconstruction de la « domination masculine », du « corps hétérosexuel » ou de l'« hétéronormativité » et la déconstruction permanente des discriminations, mais aussi celle de son conjoint, telle qu'elle est pratiquée et recommandée par l'incontournable écoféministe Sandrine Rousseau ? Mais pourquoi parler de déconstruction là où il serait plus simple de parler d'analyse critique des textes, de démontage des idées reçues ou des stéréotypes, de mise en question des systèmes de valeurs, de rejet de telle ou telle tradition, de critique radicale d'un ordre sociopolitique ?

Ce qui est sûr, et surprenant, c'est que la notion de déconstruction, après avoir été introduite techniquement par Martin Heidegger en 1927, puis reprise, redéfinie et généralisée avec fracas par Jacques Derrida en 1967, est sortie du domaine de la pensée philosophique pour devenir, au cours du dernier tiers du XX^e siècle, une arme politique utilisée par la plupart des milieux intellectuels gauchistes, avant de finir par se réduire à un mot magique suremployé par les propagandistes, les journalistes et les communicants, voire par les publicitaires

² Philosophe, politiste et historien des idées, directeur de recherche au CNRS. Derniers ouvrages parus : *L'Antiracisme devenu fou. Le « racisme systémique » et autres fables*, Paris, Hermann, 2021 ; *Sortir de l'antisémitisme ? Le philosémitisme en question*, Paris, Odile Jacob, 2022 ; *Le Retour de la décadence. Penser l'époque postprogressiste*, Paris, PUF, 2022.

³ Texte intégral de ma communication au colloque « *La République face à la déconstruction* », Paris, Fondation Res Publica, 8 mars 2022 ; texte revu et augmenté, 11 mars 2022.

qui prétendent à leur tour « déconstruire les stéréotypes » en tout genre. Il s'agit de savoir comment le déconstructionnisme est sorti des textes ésotériques de quelques heideggériens français pour devenir une vulgate internationalement diffusée, il s'agit aussi de savoir par quels chemins la déconstruction s'est installée dans les esprits pour jouer le rôle d'une évidence commune, illustrant ainsi la force du biais de conformité.

« Déconstructionnisme » et « postmodernisme » : clarifier le vocabulaire

Commençons par examiner brièvement le vocabulaire descriptif et classificatoire en usage dans les milieux académiques occidentaux depuis les années 1970, en soulignant combien les interactions franco-américaines ont été déterminantes, ainsi qu'en témoigne la vogue de l'expression « *French Theory* », d'invention étatsunienne, pour désigner approximativement la pensée postmoderne. Celle-ci est souvent réduite au recours généralisé à la déconstruction qu'on attribue à un ensemble de penseurs français. C'est à Jacques Derrida qu'on impute principalement, et à juste titre, ce tournant théorique qui a fait naître divers courants de pensée appelés déconstructionnisme (ou déconstructivisme), poststructuralisme ou postmodernisme. L'expression « *poststructuralist theory* » a été forgée aux États-Unis pour désigner un groupe de philosophes ou d'essayistes français (Michel Foucault, Jacques Derrida, Jean-François Lyotard, Gilles Deleuze, Jean Baudrillard, Félix Guattari, Julia Kristeva, etc.) censés partager un certain nombre de thèmes et de thèses. La dénomination « *French poststructuralism* » avait la même référence. L'expression « *French Theory* » dont la référence est plus large, puisqu'elle englobe structuralistes (Claude Lévi-Strauss, Roland Barthes, Tzvetan Todorov, Jacques Lacan, Louis Althusser, etc.) et poststructuralistes, s'est par la suite imposée. Le champ de la pensée postmoderne comprend donc principalement l'école franco-américaine de la « déconstruction », dont Jacques Derrida fut l'initiateur en 1966-1967, les productions d'universitaires de diverses disciplines s'inspirant de l'« archéologie du savoir » telle que Michel Foucault l'a définie et illustrée dans ses écrits publiés au même moment, portant sur les rapports entre savoir et pouvoir, les écrits de Jean-François Lyotard sur la « fin des grands récits » (de libération, d'émancipation, etc.) et ceux de Gilles Deleuze s'inspirant notamment de Nietzsche.

Ces courants de pensée fortement représentés dans certains secteurs des universités ont eux-mêmes préparé le terrain conceptuel au postcolonialisme – incarné par le pionnier dans ce domaine que fut Edward W. Said (*Orientalism*, 1978) – puis au décolonialisme, mouvements intellectuels aux visées politiques plus clairement définies et assumées, dont l’horizon est, à travers une critique radicale de l’eurocentrisme supposé « dominateur et destructeur », une mise en accusation de la civilisation occidentale ou « blanche » dans tous ses aspects – les sciences de la nature et les mathématiques comprises –, en ce qu’elle serait l’héritière de l’esclavagisme, du colonialisme, du racisme et du nationalisme, « ismes » supposés porteurs d’un « racisme systémique » qui persisterait dans les sociétés démocratiques occidentales derrière un discours antiraciste trompeur, de facture universaliste. L’expression « civilisation occidentale » constitue donc un amalgame polémique permettant de démoniser un ensemble hétéroclite formé par la culture judéo-chrétienne, le capitalisme, le colonialisme, l’impérialisme, le sexisme et le racisme attribués aux peuples européens, mais comprenant aussi la science, la philosophie, la littérature et les arts de ces peuples, sans oublier les institutions propres aux démocraties libérales/pluralistes, réduites à des dispositifs assurant la permanence des discriminations de race et de genre.

L’invention de la déconstruction

L’idée de déconstruction telle qu’elle fonctionne encore aujourd’hui dans certains milieux universitaires, comme vision idéologique, instrument de critique sociale et programme de travail sur les textes, s’est formée à partir des lectures françaises de Nietzsche et surtout de Heidegger au cours des années soixante et soixante-dix. Dans le § 6 de *Sein und Zeit*, paru en 1927, Heidegger emploie le mot « *Destruktion* » pour définir ce qu’il appelle « la tâche d’une désobstruction [*Destruktion*] de l’histoire de l’ontologie ». Il précisera plus tard, dans une conférence prononcée en août 1955, « Qu’est-ce que la philosophie ? » : « *Destruktion ne signifie pas anéantissement, mais démantèlement, déblaiement et mise à l’écart des énoncés purement historisants sur l’histoire de la philosophie* » Cette destruction est donc une déconstruction, comprise comme une désobstruction ou une désoccultation. Résumons en simplifiant : si la tradition est l’oubli des origines, alors il faut déconstruire la tradition pour accéder à l’expérience originaire. Pour Heidegger, il s’agit de désobstruer l’accès

à la pensée de l'Être. Pour conjurer « l'oubli de l'Être », il faut opérer un retour aux présocratiques.

Le mot « Dé-construction » (avec une majuscule et un tiret) a été forgé par Gérard Granel au milieu des années 1960 pour traduire le terme polysémique employé par Heidegger : *Abbau*, dans son essai *Contribution à la question de l'être* (*Zur Seinsfrage*, 1956), texte rédigé en 1955 en hommage à Ernst Jünger. Le mot *Abbau* avait été auparavant employé par Heidegger, notamment dans son cours de 1927, *Les Problèmes fondamentaux de la phénoménologie*, pour désigner la « *déconstruction critique des concepts reçus qui sont d'abord nécessairement en usage, afin de remonter aux sources où ils ont été puisés* ». Cette idée directrice était également présente chez Edmund Husserl qui, dans le § 60 des *Méditations cartésiennes* (1929), critiquait la « métaphysique dénaturée au cours de l'histoire », et se proposait, par la phénoménologie, de retrouver ou de restaurer « le sens de ce qui fut à l'origine fondé comme une *philosophie première* », ainsi que le rappelle Derrida dans *La Voix et le phénomène* (1967).

C'est à la suite d'une rencontre avec Heidegger sur des questions de traduction de ses textes que Granel, comme il l'expliquera plus tard, a proposé le mot « Dé-construction » pour « éviter "destruction" qui, même avec un tiret, renverrait à *Zerstörung* plutôt qu'à *Abbau* ». Avant d'être publiée, la traduction par Granel du texte de Heidegger avait circulé dans les milieux heideggériens, et sa traduction d'*Abbau* par le mot « Dé-construction » avait retenu l'attention. Il a été aussitôt repris par Derrida, qui en a fait par la suite un drapeau. Au début de *De la grammatologie* – ouvrage publié en décembre 1967 – où il s'engage dans la déconstruction de l'« onto-théologie métaphysique » censée être propre à l'Occident, Derrida définit son geste comme « *la destruction, non pas la démolition, mais la dé-sédimentation, la dé-construction de toutes les significations qui ont leur source dans celle du logos. En particulier la signification de "vérité"* ». Ce qui est visé, c'est ce qu'il appelle le « logocentrisme », cette « métaphysique de l'écriture phonétique » et, plus profondément, cette « *ontologie qui, dans son cours le plus intérieur, a déterminé le sens de l'être comme présence et le sens du langage comme continuité pleine de la parole* ». L'objectif déclaré de l'ouvrage est de travailler à « l'ébranlement » de cette ontologie ou de cette « métaphysique de la présence » et de « *rendre énigmatique ce que l'on croit entendre sous les noms de proximité, d'immédiateté, de présence* ». Et de préciser, invoquant en outre Nietzsche et Freud : « *Cette déconstruction de la présence passe par celle de la conscience, donc par la notion*

irréductible de trace (Spur), telle qu'elle apparaît dans le discours nietzschéen comme dans le discours freudien ».

Au début des années 1970, dans un contexte où le féminisme universitaire devient un phénomène de mode, Derrida s'applique à déconstruire le primat que Jacques Lacan accorde au phallus, ce « signifiant privilégié » dit encore « transcendantal », et, condensant les mots « logocentrisme et « phallogocentrisme », forge le terme de « phallogocentrisme ». Il postule que le logos et le phallus constituent deux manifestations « d'un seul et même système », le « système phallogocentrique » qu'il conçoit comme inséparable de la tradition métaphysique occidentale, qu'il s'agit bien sûr de déconstruire, comme il le rappelle en 1972 au début de *Marges de la philosophie*. Il s'en explique notamment dans une longue étude intitulée « Le facteur de la vérité » (1975), où il précise : « *Le phallogocentrisme n'est ni un accident ni une faute spéculative imputable à tel ou tel théoricien. C'est une énorme et vieille racine dont il faut aussi rendre compte.* » Il réduit ainsi à une seule cible les multiples figures de l'ennemi spéculatif. Nombre de théoriciennes féministes, en France comme aux États-Unis, croient alors trouver dans les écrits de Derrida des armes intellectuelles. Derrida est désormais présenté comme le philosophe ou le penseur de la déconstruction. En juin 1973, dans *Le Monde*, son amie Lucette Finas publie un article intitulé « Jacques Derrida : le déconstructeur ». Mais la mode de la déconstruction s'internationalise véritablement après la traduction anglaise en 1976 de son livre le plus célèbre, *De la grammatologie*, par sa disciple indienne Gayatri Spivak, spécialiste de littérature comparée et militante féministe marxisante qui deviendra l'une des pionnières des *Postcolonial Studies* dans les années 1980.

On connaît la formule célèbre de Jules Lequier : « *Faire, non pas devenir, mais faire, et en faisant se faire.* » Dans *L'Être et le néant* (1943), Sartre s'inspirait de Lequier pour définir son éthique de la liberté : « *Faire et en faisant se faire, et n'être rien que ce qu'on fait.* » Reprenant à cet égard l'auto-réflexion de certains théoriciens structuralistes (dont Lévi-Strauss), le projet déconstructionniste peut être défini comme un renversement de la vision sartrienne, ce qu'on peut ainsi formuler : défaire, et en défaisant se défaire. La « mort de l'homme » et la « mort du sujet » suivent la « fin des grands récits ».

Envers, avatars et effets de la déconstruction

Il faut pointer le grand malentendu sur la déconstruction : par son ambiguïté constitutive, l'entreprise derridienne, mi-philosophique mi-littéraire, située entre l'orthodoxie heideggérienne et l'avant-gardisme académique étatsunien, pouvait être mise à toutes les sauces, ce qui faisait croire à tous ceux qui s'en inspiraient qu'ils parvenaient ainsi aux sommets de l'inventivité intellectuelle, et, plus particulièrement, aux critiques littéraires qu'ils étaient devenus philosophes et aux heideggériens les plus compassés qu'ils dansaient avec la langue. Tous disciples néanmoins de Derrida, s'il est vrai que la formule synthétique des prétentions derridiennes est de marier la « profondeur » heideggérienne à la « légèreté » nietzschéenne. Mais aussi, d'une certaine manière, de jouer Nietzsche contre Heidegger. Un Nietzsche passé à la moulinette de la déconstruction. Derrida peut être caractérisé comme un heideggérien incrédule, qui emprunte au Maître le mot de « déconstruction » tout en dénonçant le mythe de l'origine pure et l'utopie du retour à l'origine qui, chez Heidegger, lui donnaient son sens philosophique.

La déconstruction semble toujours échapper aux définitions qu'on en donne. Et ce, chez Derrida comme ses disciples ou ses imitateurs. Dans *Force de loi* (1994), où ce qu'il appelle « l'exercice de la déconstruction » porte sur la justice, Derrida évoque les « recherches de style déconstructif » ou un « questionnement déconstructif », ou encore un « questionnement philosophico-déconstructif ». Il lance par exemple : « *La déconstruction est la justice.* » Comprenne qui pourra, ou plutôt, qui croira. Lectures, recherches, pratiques, discours, questionnements : la déconstruction est tout cela en même temps. Commentant un texte de Walter Benjamin où il est question de grève générale et de révolution, Derrida pose la question : « *La déconstruction, est-ce cela ? Est-ce une grève générale, une stratégie de rupture ? Oui et non.* » L'énigme reste entière. Il ne recule pas devant la coquetterie provocatrice lorsqu'il écrit en 1985, dans sa *Lettre à un ami japonais* : « *Ce que la déconstruction n'est pas ? mais tout ! Qu'est-ce que la déconstruction ? mais rien !* » Disons plus simplement qu'elle est indéfinissable. Et ce, vraisemblablement, parce qu'elle est un concept vide ou une idée confuse.

Ces interrogations, réserves, extensions, autocorrections indéfinies et tours de passe-passe n'ont nullement empêché la sloganisation de ce mot à la fois obscur, sonore et scintillant, outil privilégié d'un nouveau pédantisme à la portée de tous. La déconstruction est ainsi devenue une clé universelle en même temps qu'un

tribunal devant lequel sont convoqués tous les grands penseurs de l'histoire européenne, mais aussi toutes les composantes de la civilisation occidentale, des arts et des sciences à l'économie et à la politique. Descendue dans la rue et dans le verbiage militant, la déconstruction a fini par fonctionner comme un simple opérateur de délégitimation et de mise à l'écart.

Dans le paysage déconstructionniste contemporain, on observe un certain nombre de tendances et d'orientations politico-intellectuelles, associées à des groupes formés autour de maîtres à penser et à parler, grands et petits. Simplifions grossièrement le tableau en distinguant, d'une part, la *déconstruction du discours philosophique et politique occidental*, qui suppose des analyses critiques plus ou moins sophistiquées conduites par des universitaires restant ou non dans leurs domaines de compétence respectifs (philosophie, sociologie, anthropologie, histoire, science politique, études littéraires, etc.), et, d'autre part, les *politiques de la déconstruction* menées par des intellectuels engagés, qui, puisant leurs thèmes et leurs arguments dans diverses disciplines, prétendent accomplir une critique radicale des sociétés occidentales dans tous leurs aspects, en vue d'une transformation globale prenant la relève des utopies révolutionnaires modernes. Alors que, pour Heidegger, la déconstruction constituait le geste nécessaire pour restaurer la pensée originaire, les déconstructeurs révolutionnaires veulent faire du passé table rase pour construire une société parfaite et forger une humanité nouvelle. On assiste là à l'inversion d'une pensée réactionnaire – celle de Heidegger, qu'on a pu aussi caractériser comme « révolutionnaire-conservatrice » –, qui appelle à déconstruire pour faire renaître, en une pensée prométhéenne hyper-constructiviste, qui incite à tout détruire pour tout reconstruire.

Il est clair que seule la civilisation occidentale fait l'objet des activités déconstructrices politisées, qu'elles s'attaquent à des formes discursives jugées trompeuses ou à des ordres sociopolitiques jugés injustes ou inégalitaires. Incarnation supposée de la volonté de puissance et de domination, matrice désignée de l'exploitation capitaliste et de l'impérialisme colonial, le monde occidental est traité par les déconstructeurs comme l'ennemi absolu. La déconstruction est l'arme intellectuelle censée permettre de dévoiler l'insoutenable face cachée de l'Occident, à savoir son racisme et son sexisme, considérés comme ses héritages culturels à dénoncer, en attendant de les abolir. La conclusion logique du déconstructionnisme est qu'il faut en finir avec la civilisation occidentale.

La mode déconstructionniste a eu notamment pour effet de stériliser la pensée philosophique en France, en la réduisant à l'imitation pieuse des écrits de Jacques Derrida et de ses disciples immédiats, comme Jean-Luc Nancy et Philippe Lacoue-Labarthe. Cette mode intellectuelle et langagière présente quatre traits distinctifs : sa longue durée, sa force d'intimidation, sa vitesse de propagation internationale et sa traduction en une vulgate dont les variantes se rencontrent dans des domaines extrêmement divers, de l'art contemporain à la pédagogie, de l'antiracisme et du néo-féminisme au discours publicitaire et à la propagande politique. Le mot d'ordre des déconstructeurs est simple : tout peut et doit être déconstruit. Mais il est trompeur, car seule la culture occidentale fait l'objet d'une déconstruction systématique. Il n'est pas question, par exemple, de déconstruire le « ressenti » victimaire attribué aux catégories sociales dites minoritaires, dominées ou racisées. C'est l'appartenance à une « minorité » qui définit la victime. Quoi qu'il puisse faire, un individu issu d'un ancien peuple colonisé est perçu comme une victime d'une société faite par les « Blancs » et pour les « Blancs ». Criminalisé et diabolisé dans toutes ses composantes, le monde occidental est voué à être démoli, mis en pièces, pour être remplacé par un monde meilleur qui n'est guère défini que par la négation de tout ce qu'est l'Occident aux yeux de ses ennemis.

L'intimidation heideggéro-derridienne a eu pour résultat d'imposer un lexique et une rhétorique qui, en bloquant la pensée libre ou créatrice, n'a fourni que des signes d'appartenance à une secte intellectuelle internationale et, partant, des signes de reconnaissance entre membres de ladite secte, politiquement situés à l'extrême gauche, qu'ils se disent marxistes ou non. La pensée critique et démystificatrice, issue des Lumières, s'est transformée en pratique déconstructrice, dont le premier geste est de s'attaquer au « logocentrisme » et au « phallogocentrisme », les exigences de rationalité et d'universalité étant réduites à l'expression d'une volonté de domination sans pareille, elle-même rapportée à l'abominable « système hétéro-patriarcal » dont nous sommes censés voir les méfaits tous les jours.

L'extension sans fin du champ des objets à déconstruire constitue l'un des traits de la pratique déconstructionniste. Dans *Force de loi*, Derrida ajoute la question animale et part en guerre contre le « carno-phallogocentrisme », venant donner une caution philosophique à l'antispécisme (extension de l'antiracisme) et à l'animalisme, conclusion logique de l'antihumanisme théorique hérité de Heidegger. Il s'agit selon lui de « *déconstruire les partitions qui instituent le sujet*

humain (de préférence et paradigmatiquement le mâle adulte, plutôt que la femme, l'enfant ou l'animal) en mesure du juste et de l'injuste ». La décentration et la déconstruction doivent se poursuivre dans l'espace tout entier du monde vivant. C'est ainsi que, pour reprendre le titre du livre démystificateur de Jean-François Braunstein portant notamment sur les *Gender Studies* et les *Animal Studies*, la philosophie est « devenue folle ».

Les déconstructeurs militants en sont venus à s'attaquer au « leucocentrisme » (du grec « leukós, « blanc »), en dénonçant le « privilège blanc » et en appelant à « déconstruire l'innocence blanche ». La leucophobie s'est installée dans le discours politiquement correct qu'est l'antiracisme racialisé – que j'appelle « néo-antiracisme ». Une croisade idéologique a été lancée par les « féministes noires » étatsuniennes contre le « savoir eurocentrique et androcentrique » et plus largement contre l'« androcentrisme blanc », désignant « *la procédure de validation du savoir contrôlée par les hommes blancs et dont le but est de représenter le point de vue blanc et masculin* », comme l'affirmait Patricia Hill Collins en 1989. Tel qu'il est dénoncé, le « x-centrisme » vise toujours et seulement l'homme occidental, ou plus précisément le mâle blanc supposé intrinsèquement phallogocentrique, ainsi que son logocentrisme (ou son rationalisme), son humanisme paternaliste et son universalisme suspect, censés dissimuler son impérialisme, son nationalisme, son sexisme et son racisme. L'exigence d'universalité est réduite à un « provincialisme occidental », selon l'expression ironique de Judith Butler, l'une des papesses de la « théorie *queer* », fortement marquée par la *French Theory* (en particulier par Derrida et Foucault).

Du pseudo-antiracisme au « wokisme » : les chemins identitaires de la repentance

Prenons l'exemple du néo-antiracisme. Le présupposé du « racisme systémique », concept central du néo-antiracisme, est que le racisme est toujours le fait des « Blancs » dont les victimes sont toujours des « non-Blancs ». La vulgate néo-antiraciste, qui en dérive, est fondée sur l'absolutisation de la différence des couleurs de peau et sur la définition subjective de l'incident raciste qu'on trouvait en 1999 dans la fameuse « enquête MacPherson » (Grande-Bretagne), qui ouvrait la porte aux accusations arbitraires ou mensongères de racisme : un incident raciste y est défini comme « *tout incident perçu comme raciste par la victime ou par une tierce personne, quelle qu'elle soit* ». Ce qui est inquiétant, c'est que cette

pseudo-preuve d'un acte raciste par la perception qu'en aurait la victime ou un témoin s'inscrit dans une vision raciale manichéenne ordonnée à la différence des couleurs de peau, faisant des « Blancs » des suspects par nature et des « non-Blancs » des victimes prédestinées. D'où les dérives du néo-antiracisme vers le racisme anti-blanc, que j'ai analysées dans *L'Antiracisme devenu fou* (2021). Il est temps de revenir à la définition générale du racisme proposée par Albert Memmi en 1964 : « *Le racisme est la valorisation, généralisée et définitive, de différences, réelles ou imaginaires, au profit de l'accusateur et au détriment de sa victime, afin de justifier ses privilèges ou son agression.* » On notera que, dans cette définition, aucune référence n'est faite à la couleur de peau de l'accusateur ou de l'agresseur ni à celle de la victime.

Évoquons avec une pointe d'ironie le double impératif « wokiste » de diversité et d'inclusivité tel qu'il est défendu par l'écoféministe Sandrine Rousseau réagissant avec vigueur, le 5 mars 2022, à son exclusion de la campagne du candidat vert Yannick Jadot : « *Ça me déprime de faire de la politique dans des groupes du Ku Klux Klan. Je veux faire de la politique avec des visages de toutes les couleurs.* » Dans ces deux phrases s'exprime l'antiracisme de ressentiment et de posture devenu vulgate (le néo-antiracisme), qui s'ajoute au néo-féminisme instrumental d'une ambitieuse pressée sinon futée. Il est significatif que la « diversité », pour cette dernière, se réduise à des couleurs de peau différentes. La vision raciale du monde est ainsi réhabilitée par les néo-antiracistes qui reprennent en écho l'air du temps, qui est identitaire.

Ayons le courage de continuer à considérer la couleur de peau comme négligeable ou anecdotique, et non comme l'indice d'une identité substantielle, d'une différence irréductible, d'une supériorité ou d'une infériorité fondée en nature ou en culture. C'est le premier geste de rupture que nous pouvons faire à l'âge identitaire dans lequel nous nous trouvons, où se rejoignent dangereusement les imaginaires respectivement racistes et néo-antiracistes. Comme l'a rappelé récemment Catherine Kintzler, le grand comédien étatsunien Morgan Freeman a parfaitement formulé l'impératif antiraciste non identitaire : « *Ne vous adressez pas à moi comme à un Noir, et je ne vous parlerai pas comme à un Blanc.* » Pour sortir du tunnel identitaire, il faut s'efforcer de se rendre indifférent à la couleur de peau. L'éthique antiraciste bien pensée doit commencer par cet acte de volonté, dont l'horizon est celui de l'universalisme républicain.

Les nouveaux précieux et les nouveaux pédants à visage radical se sont donc installés sur les terres de la déconstruction en même temps que sur celles de la

révolution. Je dirai, pour paraphraser librement Pascal, que, depuis la fin des années 1960, les heideggéro-derridiens ne s'imaginent pouvoir philosopher « qu'avec de grandes robes de pédants », en multipliant par exemple les néologismes, et que, lorsqu'ils se risquent à écrire sur la politique, ils entrent volontairement dans cet « hôpital de fous » qu'est le jeu politico-médiatique, pour devenir fous parmi les fous – la prétention, la préciosité et le pédantisme en plus. Le mouvement « *woke* » est issu de ce long moment déconstructionniste politisé qui dure depuis plus d'un demi-siècle et a conduit dans l'enseignement supérieur, au détriment des disciplines (donc de leurs méthodes et de leurs concepts), à multiplier les « *studies* » attrape-tout et fortement politisées (*Black Studies*, *Cultural Studies*, *Queer Studies*, *Gender Studies*, *Whiteness Studies*, etc.), lesquelles permettent aux activistes de prendre d'assaut les universités et d'occuper le terrain académique. Ces « *studies* » ont fortement contribué à la promotion de la notion d'identité et ainsi à conférer une légitimité académique à la « politique de l'identité », qu'elle soit fondée sur la race-couleur de peau, le sexe ou le genre.

En 2005, dans son essai intitulé *Sexpolitiques*, l'activiste *queer* Marie-Hélène Bourcier (devenue par la suite « Sam Bourcier ») défend le *Politically Correct* (PC) qui, selon elle, « *n'est rien de moins que le versant épistémopolitique et culturel de la discrimination positive* ». C'est dans la même perspective anti-républicaine et anti-universaliste assumée qu'elle célèbre les *Cultural Studies* :

« *Plus que d'interdisciplinarité, il faudrait plutôt parler de dé-disciplinarisation. Il s'agit de parasiter les disciplines existantes, de mettre en péril leur stabilité et la conception du sujet humaniste ou universaliste qu'elles continuent de présupposer. Il s'agit de refuser le pouvoir de la discipline, source d'effacements et de figements. Raison pour laquelle il y a dans les Cultural Studies une exigence de diversité, de prise en compte des identités dans leur dimension ethnique et post-coloniales [...]. Les Cultural Studies ne sont pas les bienvenues en France parce qu'elles mettent à mal l'idéologie républicaine et ses extensions universalistes.* »

Quel est le sens du mot « déconstruction » dans l'usage courant depuis le début des années 2010 dans la plupart des démocraties occidentales ? « Déconstruction » signifie simplement « analyse critique à visée démystificatrice », comme dans les appels à « déconstruire les stéréotypes et les préjugés » (de race, de sexe, de genre, etc.) pour « lutter contre les discriminations ». Dans le discours pédagogique ordinaire, l'esprit critique est censé s'exercer désormais par la « déconstruction »,

mot magique. Il en va de même dans le discours politique des gauches radicales ralliées au décolonialisme, à l'intersectionnalité et à l'éco-féminisme, qui réduisent la pensée rationnelle à un produit de la « domination masculine » et de l'« hétéro-patriarcat » eurocentrique. Les réseaux sociaux facilitent la diffusion et l'imposition d'une novlangue. La police du langage y est reine et les campagnes de diffamation, visant à salir et à ostraciser les déviants, s'y multiplient à l'infini, en même temps que se banalise l'autocensure. C'est ainsi que, dans ces emplois du mot « déconstruction », l'esprit critique se retourne contre lui-même. Les origines heideggéro-derridiennes du terme ont été oubliées, et les nouveaux locuteurs, du moins pour la plupart d'entre eux, les ignorent. En sortant de l'espace universitaire et plus particulièrement des milieux philosophiques, le mot « déconstruction » a donc changé de sens. Mais ce sens s'est obscurci, pour se réduire à l'expression d'un ressentiment. Il reste un puissant désir de détruire.

Derrière l'appel à « déconstruire » on discerne une volonté de détruire la civilisation démocratique moderne qui serait sournoisement « phallogocentree », et dans laquelle les dominations et les discriminations s'entrecroiseraient et se cumuleraient. La révolution culturelle « wokiste » consiste à vouloir mettre partout de la diversité et de l'inclusivité pour lutter contre les discriminations. Le psychologue Rob Henderson a analysé ces nouvelles « croyances de luxe » qui signent l'appartenance au camp du Juste et du Bien, celui des « éveillés-éveilleurs ». Comme le note Paul Berman, « *les règlements antidiscriminatoires ont pris la place des codes inquisitoriaux* ». Mais c'est leur effet social qui est le plus inquiétant, car le culte diversitaire et inclusiviste suscite des chasses aux sorcières sans fin, lancées par les « guerriers de la justice sociale ». Les « croyances de luxe » des « wokistes » ont remplacé le verbiage « radical chic » des marxistes-léninistes ou des maoïstes de la chaire. La dénonciation du « privilège blanc », si « tendance », fait paraître démodée celle de l'exploitation capitaliste.

En déconstruisant tout ce qu'ils perçoivent comme politiquement ou moralement incorrect, les nouveaux déconstructeurs militants sont convaincus d'être « progressistes ». Mais le mot « progressisme » a lui-même changé de sens : privé de ses fondements rationalistes et de ses horizons universalistes, il désigne simplement la posture idéologico-politique qui prétend incarner le Bien, à savoir l'engagement à gauche ou à l'extrême gauche, défini par son objectif claironné : le combat pour l'égalité et la justice. Mais nombreux sont ceux qui, à gauche, ne se reconnaissent pas dans ce « progressisme » rhétorique. Le grand et légitime combat des Modernes pour la liberté et l'égalité, dans la culture « *woke* », s'est

réduit à une police du langage et à une traque obsessionnelle des mal-pensants. L'indignation feinte, la dénonciation édifiante et la diabolisation du contradictoire rendent impossible la discussion publique entre interlocuteurs de bonne foi se respectant les uns les autres. La suspicion généralisée et la condamnation morale sans appel chassent le goût du débat.

S'il y a un racisme « *woke* » (anti-blanc) et un islamisme « *woke* » (incarné par les islamo-gauchistes décoloniaux, proches des Frères musulmans), il y a aussi un « capitalisme *woke* », dont la puissance d'imposition des normes « wokistes » est généralement sous-estimée. La journaliste Anne de Guigné, dans *Le Capitalisme woke* (2022), note que « *les DRH des grands groupes américains [...] ont ouvert grandes leurs portes à quantité de nouveaux prophètes de l'antiracisme, faisant appel à des diversity trainers, chargés d'éradiquer à coups de formations et de conférences les préjugés de leurs employés* ». C'est ainsi qu'au début de 2021, des salariés de Coca-Cola ont « *fait fuiter des diapositives issues d'un cours en ligne pour "lutter contre le racisme"* », ce qui a permis de fournir un éclairage sur cette opération de déconstruction des stéréotypes liés au « privilège blanc » : « Cette formation leur apprenait à se comporter comme des "personnes moins blanches", c'est-à-dire à adopter une attitude "moins ignorante", "moins oppressive", "moins arrogante". » La formatrice n'était autre que l'activiste étatsunienne Robin DiAngelo qui, après avoir commencé sa carrière en tant que spécialiste de l'éducation multiculturelle, est devenue, selon ses dires, « consultante, éducatrice et facilitatrice en justice raciale et sociale », c'est-à-dire intervenante spécialisée dans la lutte contre les discriminations. Disons qu'elle est désormais, depuis la publication en 2018 de son livre intitulé *White Fragility*, prétendant expliquer « pourquoi il est si difficile pour les Blancs de parler du racisme » [*sic*], l'une des théoriciennes américaines les plus célèbres du néo-antiracisme racialiste et de la culture « *woke* ». La rééducation à l'emploi aux catégories raciales est au cœur du programme néo-antiraciste. Dans les pratiques du capitalisme « *woke* », on peut voir une illustration du grand projet de rééducation selon lequel les Occidentaux doivent tous accepter d'être des enfants de Marx, du déconstructionnisme, de l'antiracisme victimaire, du féminisme misandre et de Coca-Cola. C'est-à-dire accepter d'être à la fois anticapitalistes, capitalistes et critiques radicaux de toutes les normes supposées « hétérocentrées » et « eurocentriques », qui incarne le Mal à éradiquer.

Intimidation victimaire et décivilisation vertuiste

Dans la vision décoloniale/« wokiste », le monde social est divisé entre le camp des « victimes » (les dominés, les « racisés », les « minorités », etc.) et celui de leurs bourreaux (les dominants, les « racisants », les « mâles blancs cisgenres hétéros », etc.). Le propre d'une telle « victime » idéologiquement statutaire, c'est de pouvoir se sentir « blessée » ou « agressée » par le moindre mot prononcé par un supposé « dominant » mais aussi de pouvoir mettre en accusation ce dernier dans l'espace public, pour en faire un paria. Le recours à la notion fumeuse de « micro-agression » permet de donner une couleur militante à des réactions paranoïaques. Il en va de même avec l'accusation d'« appropriation culturelle » qui vise des « dominants » coupables de « blanchiment » d'éléments empruntés irrespectueusement à des cultures supposées « minoritaires », « dominées » ou « racisées », associées à des peuples ex-colonisés. C'est là postuler que ces cultures doivent rester « pures » et se protéger contre les usages, perçus comme des spoliations, faits par des Occidentaux « blancs » de leurs biens matériels ou immatériels, notamment dans les musées et dans les arts. Tel est l'imaginaire pseudo-antiraciste des représentants de la « génération offensée » (Caroline Fourest). Avec cette forme particulièrement perverse de politiquement correct qui joue sur l'idéologie victimaire, le terrorisme intellectuel entame une nouvelle carrière dans les démocraties occidentales.

On peut voir dans cette politique de l'intolérance vertuiste soit la dernière version culturelle en date de la grande illusion communiste (dont le décolonialisme est l'héritier), soit un avatar néo-gauchiste de l'esprit maccarthyste, devenu l'esprit du temps. Il faut rappeler que l'imposture criminelle qu'est le communisme, qui a toujours ses adeptes nostalgiques, ses militants et ses apologistes, tenait sa séduction de ce qu'elle avançait sous le drapeau du « progressisme » et promettait de réaliser universellement l'égalité des conditions après la destruction de la société capitaliste. Devenue folle, l'utopie égalitaire située au cœur de sa promesse d'un monde meilleur s'est redéfinie à travers le « wokisme », nouvelle figure de l'égalitarisme radical marié à l'étrange haine de soi cultivée par nombre d'intellectuels occidentaux, qui se sont spécialisés dans la mise en accusation de leur civilisation et la culture de la repentance perpétuelle. On peut y voir un néo-puritanisme punitif, inquisitorial et éradicateur, justement nommé *cancel culture*, culture de l'effacement ou de l'annulation.

Il ne s'agit plus seulement d'en finir avec le capitalisme, il faut détruire la civilisation occidentale en commençant par criminaliser son passé tout entier et rejeter en conséquence tous ses héritages. Le postulat des éradicateurs hespérophobes est que « la colonialité ne finit jamais ». De cette entreprise de purification décoloniale sans fin, le déboulonnage est le geste le plus spectaculaire. Ses partisans nous expliquent avec enthousiasme que « *les déboulonnages, c'est l'histoire en train de s'écrire, l'ordre ancien qui fait place à un nouveau monde, plus libre, plus égal et plus fraternel* » (Julien Suaudeau et Mame-Fatou Niang, *Universalisme*, 2022). La destruction de la langue par l'écriture inclusive fait partie de ce programme de décivilisation vertuiste, qui s'inscrit dans un messianisme utopique promettant à ses adeptes l'entrée dans un nouveau monde, sans racisme ni sexisme. La déconstruction est le chemin qui, à travers l'effacement des traces d'un passé maudit, conduit à la rédemption. C'est ce caractère religieux ou para-religieux du « wokisme » que John McWorther a finement analysé dans son livre publié en 2021 : *Woke Racism: How a New Religion Has Betrayed Black America*.

Dans cette critique culturelle non sélective qui se veut radicale, l'esprit de sérieux se marie avec l'esprit de lourdeur, mis au service d'une volonté d'accuser, d'effacer et de détruire. Il y a là un appel à un ethnocide ou à un « culturicide » de grande ampleur. La vague de snobisme philosophico-littéraire initiée par le déconstructionnisme derridien s'est politisée en donnant lieu à une vision paranoïaque du monde qui se traduit par une mise en accusation permanente des mal-disants. Du pédantisme déconstructionniste plus ou moins ludique et inoffensif qu'était le derridisme est né ce monstre qu'est le « wokisme », conformisme hyper-moral, intolérant et conquérant qui semble marquer l'émergence d'un nouvel esprit totalitaire dans les démocraties occidentales, où il a rendu acceptables les chasses aux sorcières. Ce qui est nouveau en elles, c'est que leurs meneurs osent se plaindre d'être eux-mêmes les victimes d'une chasse aux sorcières. Confortablement installés sur le trône du Bien, du Juste et du Vrai, ils ne peuvent assumer leur triple rôle d'inquisiteurs, de délateurs et de persécuteurs. Cette bonne conscience, loin de toujours relever d'une posture cynique, est l'indice le plus clair de leur fausse conscience.

Encore faut-il ne pas oublier le rôle joué par la bêtise dans ces mobilisations mi-élitistes mi-grégaires régies par ce que Gabriel Tarde appelait l'« imitation contagieuse ». On la rencontre sous ses deux formes, finement distinguées par Robert Musil en 1937 : la bêtise spontanée, « naïve » et « honnête » des groupies

et la bêtise sophistiquée, « prétentieuse » et « arrogante » des petits maîtres vaniteux, une bêtise parfois subtile et toujours immodeste qui consiste à faire étalage d'un savoir douteux. Celle-ci ne se confond donc pas avec la simple inintelligence, qui se réduit à la non-compréhension propre à un esprit passif. Elle constitue une forme d'activité de l'esprit mettant l'intelligence au service de causes absurdes ou de fins dénuées d'intérêt. C'est la sottise active, bavarde et engagée, infatigable et intarissable de Bouvard et Pécuchet, ces « deux agités » (Clément Rosset). On retrouve cette bêtise sentencieuse chez les intellectuels toujours aux aguets, ces permanents de la vigilance et de l'engagement qui, terrorisés à l'idée de manquer la dernière grande « bonne cause » à épouser, en viennent insensiblement à faire le « sacrifice de l'intellect » pour devenir les bons soldats de ladite cause. Ils ont été structuralistes dans les années 1960, déconstructionnistes, poststructuralistes ou postmodernes dans les années 1970 et 1980, postcolonialistes dans les années 1990, décolonialistes dans les années 2000 et 2010, et sont aujourd'hui des adeptes de la néo-religion « *woke* », qui appelle à déboulonner et démanteler tous les édifices culturels.

Mais la grande différence du « wokisme » avec des courants ou des mouvements de pensée tels que l'existentialisme, le personnalisme, le structuralisme ou le déconstructionnisme – sans parler bien sûr du marxisme –, c'est qu'il n'a pas de penseurs et n'existe que par les gesticulations médiatiques d'activistes, de communicants, de formateurs ou de responsables d'associations qui vendent leurs services à l'État ou aux entreprises, non sans influencer le discours des acteurs politiques. La culture « *woke* » ne relève pas de l'histoire de la pensée mais de celle des produits marketing et des stratégies de communication, et surtout de celle des impostures intellectuelles. Rappelons ici la mise en garde de Valéry, lancée en 1919 : « *Le mal de prendre une hypallage pour une découverte, une métaphore pour une démonstration, un vomissement de mots pour un torrent de connaissances capitales, et soi-même pour un oracle, ce mal naît avec nous.* » C'est pourquoi, d'une certaine manière, rien ne change. Les charlatans se suivent et se ressemblent. Comme les brûleurs de livres et les briseurs de statues.

Que reste-t-il de cette étrange et inquiétante aventure intellectuelle et politique qui a commencé à la fin des années 1960 ? Qu'en restera-t-il plutôt, après son inévitable effacement dû à ses excès, qui commencent à être perçus, aux États-Unis plus qu'en France, comme odieux ou ridicules ? Des flots de formules prétentieuses, pseudo-savantes et intimidantes, des énoncés lourdement provocateurs devenus des slogans, des monceaux d'écrits psittacistes ne suscitent

plus que le rire ou l'ennui, des chasses aux sorcières lancées par des épurateurs. Cette longue vague de pédantisme académique aura permis aux médiocres de tous bords de se prendre pour des penseurs admirablement radicaux et originaux. Tel est l'effet récurrent du snobisme intellectuel. Mais ce dernier s'est doublé d'un terrorisme intellectuel dont les campagnes « wokistes » sont aujourd'hui la principale illustration.

On connaît désormais les deux principaux messages de la dernière version historique de ce snobisme de masse : déconstruire et, en déconstruisant, se déconstruire ; décoloniser, et, en décolonisant, se décoloniser. Et après ? Rien. Rien d'autre que dénoncer pour dénoncer, déboulonner pour déboulonner, effacer pour effacer. L'acte nihiliste parfait.

MARIE-FRANÇOISE BECHTEL

Je pense que vous avez tous apprécié cette belle conférence, donnée par Pierre-André Taguieff, que l'articulation de la pensée et du langage rendait particulièrement intéressante et stimulante. Je ne vais évidemment pas porter le moindre questionnement sur cette intervention puisque l'intervenant n'est pas en situation de répondre.

J'ajouterai toutefois trois rapides commentaires qui nous mènent à la suite de notre colloque.

Je voudrais rappeler comment le structuralisme a préparé le terrain de tout ce qui est venu après (Derrida, Foucault, Deleuze et tout ce qui a suivi). En effet, le structuralisme – je l'ai vécu dans mes études de philosophie dans les années 1970 – reposait sur la négation de l'histoire. Quand on lui parlait d'histoire, suggérant qu'il n'y a pas que des structures anthropologiques, Lévi-Strauss se contentait de distinguer les « sociétés chaudes » et les « sociétés froides »⁴, niant

⁴ « Je dirais que les sociétés qu'étudie l'ethnologue, comparées à notre grande, à nos grandes sociétés modernes, sont un peu comme des sociétés " froides " par rapport à des sociétés " chaudes ", comme des horloges par rapport à des machines à vapeur. Ce sont des sociétés qui produisent extrêmement peu de désordre, ce que les physiciens appellent " entropie ", et qui ont une tendance à se maintenir indéfiniment dans leur état initial, ce qui explique d'ailleurs qu'elles nous apparaissent comme des sociétés sans histoire et sans

le facteur historique comme fondement des sociétés. Il me semble que cela a préparé le terrain à ce qui s'est produit ensuite : la négation du sujet libre mais engagé qui était celui de la vision sartrienne, de la fertilité d'un marxisme porteur d'interrogations constructives, qui ne se réduisait pas à la lecture mécaniciste des Althusser, Balibar ou Macherey, la volonté de Michel Foucault de déhistoriciser le mouvement de la société au profit d'une philosophie qui mérite plutôt le nom, à la rigueur, d'histoire des idées, et même l'école de la reproduction sociale façon Bourdieu, toutes positions philosophiques ayant pour trait commun une sorte de violence négationniste envers les idéaux universalistes issus de la Révolution française sans parler même de l'ignorance (au double sens du terme) de l'État comme sujet de l'histoire – tout cela a à mes yeux préparé le terrain à la phase suivante, celle de la déconstruction derridienne et pas seulement derridienne.

À plusieurs reprises Pierre-André Taguieff a parlé de la « civilisation occidentale ». Cela pose justement la question du cercle autour duquel se dessine le « wokisme ». Et ce cercle si je puis dire géographique est quand même très intéressant à interroger. Je ne sais pas, par exemple, où en sont l'Espagne et l'Italie sur ces sujets mais je reçois force mails d'un certain nombre d'universitaires témoignant que les États-Unis, le Canada et le Royaume-Uni sont extrêmement atteints par les ravages du « wokisme ».

Lors d'un entretien avec Alexei Rutkevich, président de l'Institut de philosophie russe à Moscou, un des fondateurs de la Haute école des sciences sociales (*HSE university*) de Moscou, je l'ai interrogé sur la façon dont la *French Theory* a ou non atteint les universités russes ainsi que le cas échéant certains cercles de la société. Ses réponses sont extrêmement intéressantes. Vous trouverez en annexe la transcription de cet échange.

Quoi qu'il en soit, Si la *French Theory* a été exportée dans les universités américaines, avec notamment la pensée de Derrida, mais aussi les apports de

progrès. Tandis que nos sociétés ne sont pas seulement des sociétés qui font un grand usage de la machine à vapeur ; au point de vue de leur structure, elles ressemblent à des machines à vapeur, elles utilisent pour leur fonctionnement une différence de potentiel, laquelle se trouve réalisée par différentes formes de hiérarchie sociale, que cela s'appelle l'esclavage, le servage, ou qu'il s'agisse d'une division en classes, cela n'a pas une importance fondamentale quand nous regardons les choses d'aussi loin et dans une perspective aussi largement panoramique ».

(Georges Charbonnier, *Entretiens avec Claude Lévi-Strauss*, 1959, p.38).

Foucault, Deleuze, Bourdieu et d'autres, nous subissons aujourd'hui un effet boomerang. La culture américaine s'est appropriée, à l'aide de la *French Theory*, un certain nombre de concepts et de valeurs à partir desquels elle a construit une idéologie très marquée par le puritanisme moral. Peter Sloterdijk en fait une analyse très pertinente en montrant, dans *La compétition des bonnes nouvelles*⁵, que depuis la *Bible de Jefferson* (1820) la pensée américaine avait toujours cherché à se différencier de la pensée européenne, notamment de la philosophie européenne, et que, jusque dans les années 1970, elle considérait qu'elle avait cette marge de manœuvre philosophique qui ne lui était plus apportée par le vieux continent. Or, les choses se renversent après les années 1970 avec la *French Theory*. Mais cela ne doit pas dissimuler le fait que le courant de pensée américain issu du puritanisme, voire du maccarthysme, joue un rôle très fort et, pourrait-on dire, très violent dans la dissémination, à travers le socle – ou le prétexte – de la *French Theory*, de la culture *woke* ou de renonciation.

La question qui va maintenant se poser est de savoir comment on peut mesurer la rapidité de la propagation mais aussi la violence de la « déconstruction ». Pierre-André Taguieff a déjà dit quelques mots de l'extension des méthodes qui sont derrière ces formes de contestation ainsi que de la blessure narcissique qui est peut-être - ou peut-être pas - une blessure civilisationnelle.

Par quels moyens tout cela s'est-il diffusé ? Et aussi et surtout par quels canaux ?

Je donne la parole à Hadrien Mathoux qui est journaliste à Marianne, que nous remercions beaucoup de sa participation ce soir.

⁵ Peter Sloterdijk, *La Compétition des bonnes nouvelles*, Paris, Mille et une nuits, 2002, traduit par Olivier Mannoni (*Über die Verbesserung der guten Nachricht. Nietzsches fünftes 'Evangelium'*, 2000).

Déconstructionnisme : état des lieux, facteurs de diffusion et conséquences

Merci à vous.

Pierre-André Taguieff a décortiqué avec brio les soubassements intellectuels de l'idée de déconstruction, je vais pour ma part tenter d'exposer brièvement la manière dont cette matrice théorique pénètre dans le débat public et la vie politique et associative française, et en premier lieu la gauche, puisque c'est à gauche que le phénomène est le plus massif. Pierre-André Taguieff l'a bien montré, derrière ce concept de déconstructionnisme, de nombreux courants intellectuels s'imbriquent, du décolonialisme à l'intersectionnalité. On aurait donc tort de réduire l'influence du déconstructionnisme dans le monde politique aux références à Michel Foucault et Jacques Derrida. Dans le même esprit, je ne réduirai pas mon analyse de la gauche à celle des partis qui prétendent la représenter : pour avoir une compréhension plus globale, il est nécessaire de se pencher sur l'écosystème tout entier qui constitue la gauche, incluant le monde associatif, culturel, universitaire, médiatique, etc.

Je commencerai mon intervention par un état des lieux. Cette analyse est parfois difficile à établir dans le débat public, car on se heurte à l'hostilité acharnée du monde académique, qui martèle avec assurance que le phénomène que l'on cherche à décrire n'existe pas. Un exemple récent en est donné avec une tribune de Jacob Rogozinski, dans *Le Monde*, qui écrit que « *le wokisme n'est qu'une chimère, un croquemitaine inventé aux États-Unis par des idéologues néoconservateurs afin de discréditer l'antiracisme et la pensée progressiste.* » Rappelons-nous également du CNRS, qui avait décrété que l'islamo-gauchisme était un terme « *dépourvu de toute réalité scientifique* ». Cet argument bien pratique, qui avance qu'aucune donnée chiffrée ne soutient la thèse d'une conversion massive de la gauche aux paradigmes de la déconstruction, est en réalité malhonnête. Chacun sait que les mouvements idéologiques ne se mesurent pas comme le produit intérieur brut d'un pays, mais qu'ils s'appréhendent de manière impressionniste, c'est-à-dire par petites touches et grâce à l'observation quotidienne du paysage politique qui nous intéresse. Commençons donc notre état des lieux.

Du côté des partis politiques de gauche, le Parti socialiste est aujourd'hui relativement préservé de l'influence des thèses déconstructionnistes, mais cela s'explique essentiellement par une réduction considérable de son poids qui le rapproche de plus en plus du statut du Parti radical de gauche. Le Parti communiste est divisé en interne, mais notons que son *leader* actuel, Fabien Roussel, marque sa volonté de se distinguer de cette grille de lecture du monde.

Europe Écologie Les Verts représente un extrême inverse : la volonté de déconstruction y est hégémonique, comme le montrent les différentes interventions médiatiques de Sandrine Rousseau et des *leaders* du parti, l'invitation de penseurs décoloniaux aux universités d'été, ou encore les initiatives diverses des maires écolos visant à déconstruire le Tour de France, les sapins de Noël ou encore « *les normes de virilité* » qui régiraient les cours de récréation à l'école. Cette forte imprégnation des idées postmodernes est le résultat de la sociologie très bourgeoise du parti écologiste, mais aussi de sa sensibilité historiquement libertaire en rupture avec l'héritage idéologique traditionnel de la gauche.

La France insoumise est un cas d'école puisqu'au sein de ce mouvement « gazeux » tenu ensemble par Jean-Luc Mélenchon cohabitent des tendances très diverses. En 2017, c'était encore l'aile jacobine, républicaine et socialiste, qui avait le dessus, mais les années qui ont suivi ont montré que les partisans de la déconstruction bénéficiaient à gauche d'une force supplémentaire pour modifier sensiblement la ligne de la France insoumise. C'est ainsi que les cadres la France insoumise se revendiquent désormais ouvertement de l'intersectionnalité et de la lutte contre l'islamophobie, ont défilé aux côtés de mouvements islamistes en novembre 2019, défendent les réunions en non-mixité raciale et invitent eux aussi des militants décoloniaux lors de leurs universités d'été.

Le monde associatif, syndical et culturel n'est pas en reste. Il serait fastidieux de dresser la liste exhaustive des organisations historiquement ancrées à gauche qui sont désormais majoritairement acquises au corpus intellectuel déconstructionniste. Citons tout de même quelques exemples marquants : le Planning familial, Act-Up, le syndicat SUD, la Ligue des Droits de l'homme, la FCPE, l'Unef, le Conservatoire national supérieur de musique et de danse de

Paris, l'Opéra de Paris... on le voit, il ne s'agit pas de cas isolés et sans signification.

Enfin pour terminer cet état des lieux, il est essentiel de s'attarder sur les deux principaux canaux de diffusion de l'idéologie de la déconstruction : l'université et le monde médiatique. C'est dans l'enseignement supérieur que sont transmises ces idées aux jeunes générations. Nathalie Heinich en parlera mieux que moi, mais on connaît les bastions de la déconstruction : Paris VIII, Paris I, Lyon-II, Rennes-II, l'Université d'Aix-Marseille, Sciences Po et les autres Instituts d'études politiques, l'École normale supérieure, notamment à Lyon, l'École des hautes études en sciences sociales ... Plus largement, le fait que la tribune du *Monde*, appelant à la démission de la ministre Frédérique Vidal, dans le cadre de la controverse sur l'islamo-gauchisme à l'université, ait été signée par plus de dix mille universitaires, témoigne de la force des idées intersectionnelles et décoloniales dans le supérieur, notamment parmi les chargés d'enseignement et les jeunes doctorants. Une attaque contre les postcoloniaux est ainsi perçue avec virulence comme une chasse aux sorcières contre l'université tout entière. Antoine Petit, le président du CNRS, a rédigé en novembre 2019 un avant-propos à un ouvrage qui résumait bien l'état d'esprit ambiant : « *La race devient la nouvelle grille de lecture du monde sur laquelle s'intègre la grille du genre, et qui s'articule à la hiérarchie homme/femme [...] Dans une société non métissée, le social et le genre dominant, mais dans l'espace interracial, le social s'efface derrière le racial.* » Précisons enfin que le phénomène ne concerne pas que la production académique et le contenu des enseignements, mais aussi l'entretien d'un climat de peur, d'intimidation, voire de violence, à l'université.

Concernant les médias, on observe la progression de l'idéologie déconstructionniste, qui suit souvent un schéma générationnel : dans les rédactions de gauche, les plus jeunes promeuvent avec enthousiasme ces idées, face à la résistance plus ou moins résignée des anciens encore attachés à la tradition républicaine. Ces tensions internes se retrouvent à *Libération*, au *Monde*, à *L'Obs*. Dans d'autres médias comme *Mediapart*, *Politis* ou *Regards*, le déconstructionnisme est hégémonique. Enfin on note une pénétration de ces idées au sein du service public, France Culture ayant ainsi publié des vidéos assez étonnantes sur la déconstruction du « mythe de la Grèce blanche » ou encore de la galanterie à la française.

Outre le traitement de sujets divers en adoptant un point de vue intersectionnel, voire décolonial, on note que ces titres prennent régulièrement la défense directe de cette idéologie lorsque des polémiques éclatent, dénonçant ceux qui s'inquiètent du phénomène de déconstruction systématique comme des réactionnaires obsédés par des paniques morales venues d'un autre temps.

Après le constat, passons à l'étude des causes du succès des idées déconstructionnistes à gauche.

La première réside selon moi dans le rapport particulier historiquement entretenu par la gauche avec le monde intellectuel. On sait que la figure de l'intellectuel de gauche remonte à l'Affaire Dreyfus, depuis elle a trouvé de nombreuses déclinaisons, de nombreux idéaux-types : l'avant-garde éclairée du prolétariat théorisée par Lénine, l'intellectuel critique en guerre contre l'ordre établi, le compagnon de route du Parti communiste, etc. « *Il n'y a pas de mouvement révolutionnaire sans théorie révolutionnaire* », disait Lénine, et la gauche a toujours conçu le combat politique en lien direct avec les intellectuels, même si ces derniers se sont parfois détournés d'elle, comme ce fut le cas à l'égard du Parti communiste jugé trop stalinien dans les années 1960-1970. Au-delà des grands noms – Zola, Gramsci, Sartre, Debray, Bourdieu, Badiou, etc., il y a une donnée sociologique incontournable à prendre en compte : la gauche réalise à l'origine l'alliance du prolétariat et des classes moyennes intellectuelles, et donc du monde enseignant.

On comprend donc que lorsque la matrice de la déconstruction s'élabore dans les années 1960 et 1970 via Michel Foucault, Jacques Derrida ou encore Gilles Deleuze, la gauche est en contact direct avec cette pensée : car elle entretient un rapport spécifique et presque fétichiste avec le monde intellectuel.

Ce postmodernisme prospère également en raison de la montée en puissance des préoccupations postmatérialistes. Durant les décennies 1960, 1970 et 1980, sur fond d'ascension du Parti socialiste et de difficultés du PCF, la gauche cherche avant tout à séduire les classes moyennes en pleine ascension démographique. Les deux visages de Mai 68 incarnent les nouvelles préoccupations de ces couches sociales, ce qu'on a appelé un agenda post-matérialiste : les conflits ne visent plus seulement le monde du travail et la répartition des richesses matérielles mais se placent sur le terrain des « valeurs » : la qualité de vie, les droits des minorités

sexuelles et ethniques, le libéralisme culturel... Ces revendications seront notamment portées, au niveau politique, par la deuxième gauche de Michel Rocard. Cette deuxième gauche revendique d'épouser les nouvelles conceptions du monde social, et d'être en rupture avec l'orthodoxie marxiste et jacobine centrée sur la notion de classe sociale. On aboutit ainsi à un contexte d'expression idéal pour l'idéologie déconstructionniste, qui a tendance à minorer le poids jugé excessif du social et du collectif pour privilégier une vision du monde centrée sur l'individu et des traits identitaires divers.

Enfin, le troisième facteur découle des deux premiers, tout en les nourrissant, c'est l'embourgeoisement généralisé de la gauche. Il se déroule à trois niveaux : le niveau électoral — aujourd'hui les principaux partis de gauche sont surtout soutenus par des Français diplômés, les classes populaires atomisées et déstructurées se sont très majoritairement réfugiées dans l'abstention ou dans le vote pour le Rassemblement national. Ce phénomène touche tous les partis, moins la France insoumise que les autres, le cas le plus spectaculaire étant EELV. Jérôme Fourquet et Sylvain Manternach ont montré que lors des dernières municipales, la corrélation entre le prix de l'immobilier dans les grandes villes et le score des écologistes.

Le niveau militant, ensuite, c'est un processus qui a été largement documenté par Julian Mischi pour le Parti communiste et Rémi Lefebvre pour le Parti socialiste : on assiste à la fois à un rétrécissement considérable (le PCF est passé de 500 000 militants dans les années 1980 à environ 40 000 aujourd'hui, le PS de 200 000 à 20 000) et à un embourgeoisement des bases des partis de gauche. Ceux-ci sont désormais surtout animés par des petites sociétés militantes de diplômés issus de la classe moyenne, davantage préoccupés par les enjeux post-matérialistes et qui, pour beaucoup, ont été directement en contact avec les thèses déconstructionnistes au cours de leurs études. L'endogamie de la sociologie des partis — et au sens large des organisations de gauche — a un impact direct sur les questions qu'ils se posent, c'est presque une tautologie.

On retrouve mécaniquement ce phénomène au niveau des cadres et élus. À titre d'exemple, même la France insoumise a présenté aux européennes de 2019 une liste dans laquelle seuls 16 % des 637 militants volontaires étaient des ouvriers ou

des employés. Le mouvement de Jean-Luc Mélenchon n'est évidemment pas le seul touché, loin de là !

Passons maintenant à l'analyse des conséquences du succès du déconstructionnisme sur la gauche.

En premier lieu, le prisme déconstructionniste remet radicalement en question les fondamentaux idéologiques de la gauche française depuis deux siècles. Alors que l'universalisme républicain cherche à promouvoir l'égalité entre tous, sans distinction de couleur de peau, de religion ou de sexe, sans reconnaître ces distinctions dans l'espace public, les intersectionnels et décoloniaux se proposent d'exalter les identités, dans une essentialisation permanente des individus ramenés à leurs appartenances communautaires et de genre. L'intersectionnalité est une machine à produire du particularisme, à flatter le narcissisme des petites différences, à exhorter l'individu à penser à soi plutôt qu'au collectif. Raphaël Doan a bien montré comment l'abandon par une partie de la gauche de l'universalisme républicain et du principe d'assimilation des immigrés était lié à la montée en puissance de la pensée de Foucault, Deleuze et Derrida, qui valorise le fait minoritaire, les exclus, les invisibles, les marginaux. En somme, nous avons affaire à une pensée des minorités qui efface la volonté majoritaire, jugée tyrannique voire fasciste.

Alors que la gauche, dans le sillage des Lumières, a promu l'humanisme, la rationalité et la science, le postmodernisme décrète que ces certitudes philosophiques ne sont que des prétentions occidentales, des ruses de dominants en quelque sorte, qu'il faudrait déconstruire d'urgence. La vérité universelle n'existe plus, seul importe le ressenti individuel, érigé en norme sacrée. Enfin, on n'insistera jamais assez sur le fait que, loin d'être une continuation du marxisme comme le proclament de nombreux intellectuels libéraux anglo-saxons, la pensée de la déconstruction se détache du matérialisme historique et de la lutte des classes, s'épanouissant d'ailleurs dans des réseaux universitaires, loin des espaces traditionnels du mouvement ouvrier. « *Pour les philosophes postmodernes, toute tentative de reconstruction de la société sur des valeurs partagées est une ambition vaine et dérisoire* », écrit Olivier Nay. On comprend d'autant mieux pourquoi le mouvement *woke* prospère autant dans les sociétés libérales et individualistes des pays anglo-saxons.

En plus de cette incompatibilité conceptuelle, il faut aussi souligner que les adeptes de la déconstruction prennent directement pour cible le républicanisme et ses institutions : la République peut ainsi être qualifiée dans des travaux universitaires de « *despotisme bien-pensant* », la laïcité assimilée à des pratiques « *de relégation et de discrimination* », voire de racisme. Jacob Rogozinski que j'ai déjà cité, indique ainsi dans sa tribune pour *Le Monde* qu'il « *serait souhaitable d'étendre la déconstruction à des notions que Derrida n'a pas examinées, par exemple à ces mots fétiches dont la fausse évidence obstrue la pensée et coupe court à tout débat : la République, l'universalisme, la laïcité.* » On voit bien que le républicanisme est attaqué *sur le fond*, mais aussi *de front* par les mouvements déconstructionnistes.

La deuxième conséquence est évidente : quand la gauche cède aux thèmes de la déconstruction, elle a tendance à placer au second plan, dans le meilleur des cas sur un plan d'égalité, les problèmes économiques et sociaux. C'est arithmétique : quand on parle de déconstruction, d'hétéronormativité, de racisme systémique, de transactivisme... c'est autant de temps passé à ne pas parler de salaires, de services publics, de Sécurité sociale, de retraites, de répartition des richesses, de lutte contre la pauvreté. Et toute personnalité de gauche qui ne serait pas d'accord avec cette mise en avant considérée comme excessive de thématiques identitaires se voit rappelée à l'ordre sur le thème de la *non-hiérarchisation* des luttes. Ces débats autour de la déconstruction ont, en plus, le défaut de trôner très bas dans la hiérarchie des préoccupations des Français : les études d'opinion montrent qu'une minorité sait ce que signifient des expressions telles qu'écriture inclusive, racisme systémique ou privilège blanc. Dans la dernière étude du Cevipof, seuls 7 % des Français ont fait figurer la question des discriminations au rang de leurs principales préoccupations, ce qui en fait seulement le quinzième enjeu le plus important de la campagne présidentielle.

Les pensées de la déconstruction entraînent la gauche à moins parler de social, mais pire, elles obscurcissent son jugement. Dans ses formes les plus radicales, le mouvement *woke* plaque une vision schématique du monde, un monde binaire, manichéen, peuplé de victimes et d'opresseurs qui sont toujours les mêmes. Les sciences sociales, lorsqu'elles sont polluées par le militantisme, ne cherchent pas à comprendre le réel mais à le tordre pour qu'il corresponde à certains pré-supposés idéologiques. On comprend le danger pour une gauche dont la

compréhension de la société serait en permanence brouillée par le filtre des préjugés déconstructionnistes.

Enfin, la troisième et dernière conséquence de cette irruption hégémonique de la postmodernité à gauche est qu'elle entraîne la gauche dans une impasse stratégique : en effet, à terme, l'adoption de cette grille de lecture pousse la gauche à mener des guerres culturelles, dans lesquelles, face à une droite conservatrice et autoproclamée garante des traditions, elle s'attelle à être l'agent de la déconstruction systématique de toutes les normes et valeurs qui structurent la société française : déconstruction de la famille, déconstruction du couple, déconstruction du genre, déconstruction de l'histoire, de la culture française, déconstruction de la République, de la laïcité, de la nation... Toutes les identités personnelles et collectives du pays, considérées comme oppressives, sont ainsi vouées à passer au moulinet de la déconstruction.

Or, comment imaginer que cet imaginaire, qui aboutit à considérer la société comme une addition d'individus dépourvus d'attaches et ne pouvant être définis que par des particularismes communautaires, devienne un jour majoritaire ? Comment peut-on espérer gagner des élections nationales en répétant au peuple que ses traditions doivent être éradiquées, que sa culture ne vaut pas plus qu'une autre, qu'il devrait avoir honte de tout ce à quoi il est attaché, que la *créolisation* de sa civilisation est inéluctable et devrait être accueillie avec joie ? La mise en avant de ces thèmes identitaires, portés de surcroît par des militants souvent hors-sols dont l'attitude fait office de repoussoir pour les gens ordinaires, est un calcul stratégique douteux. De sorte qu'on ne voit pas quel avenir peut avoir la gauche en France si, pour reprendre l'excellente formule de Philippe Guibert, elle « *cesse d'être le parti de la sécurité économique et sociale pour devenir celui de l'insécurité identitaire.* »

Merci beaucoup.

Vous avez soulevé beaucoup de points intéressants.

Nous nous sommes intéressés avec Pierre-André Taguieff au cercle de civilisation auquel s'adresse l'attentat permanent du « wokisme » et vous avez tracé le cercle interne, au sein de notre pays, en soulignant combien ce sont les milieux intellectuels, ça n'étonne personne, mais aussi les milieux médiatiques et pour partie politiques qui sont pénétrés par les idées « wokistes ». C'est un point extrêmement intéressant. Vous avez souligné que le « wokisme » prospère dans les sociétés libérales, ce qui est aussi un mode de réponse à la question de la civilisation occidentale que nous posions. Vous pourrez lire dans l'entretien que j'ai eu avec lui ce qu'en pense le professeur Rutkevich, déjà mentionné, du point de vue d'une société qui ne se définit pas comme libérale, à quelque moment que ce soit de son histoire.

Vous n'avez pas parlé vraiment du rôle de l'École mais vous avez fait allusion à Bourdieu dans un passage de votre exposé. Je suis très frappée pour ma part par le rôle qu'a joué Bourdieu qui, lui aussi, fut fréquemment invité sur la côte Est des États-Unis. Bourdieu ne s'affiche pas comme déconstructeur mais ses théories ont beaucoup pénétré, me semble-t-il, le milieu universitaire, et notamment sociologique. La posture revendicatrice, réclamatrice de Bourdieu, pourtant auréolé de tous les honneurs dans le monde intellectuel, n'a pas fait de bien à la sociologie, c'est le moins qu'on puisse dire.

Disant cela, je fais une liaison avec ce que va nous dire Nathalie Heinich, sociologue, directrice de recherche au CNRS et à l'EHESS, auteur, récemment, de *Ce que le militantisme fait à la recherche* (Gallimard, Tracts, 2021) – que nous avons lu avec délectation à la Fondation Res Publica – et de *Oser l'universalisme : contre le communautarisme* (Le Bord de l'eau, 2021), qui va nous parler des vecteurs de diffusion de la culture *woke* et du déconstructionnisme à l'université et dans la recherche.

Le double fléau du militantisme académique et de l'identitarisme

J'aborderai la question de la déconstruction à l'université d'un point de vue moins philosophique et plus sociologique que celui de Pierre-André Taguieff. Le caractère très interdisciplinaire de la résistance à ces courants est d'ailleurs encourageant.

Pour comprendre ce qui se passe il faut différencier deux problèmes malheureusement connectés.

Le premier est le militantisme à l'université ; le deuxième est ce que j'ai nommé l'identitarisme, c'est-à-dire le fait d'absolutiser des affiliations identitaires communautarisées et d'en faire la grille de lecture universelle.

Le militantisme à l'université est un problème propre à l'arène scientifique alors que l'identitarisme a diffusé dans l'ensemble du monde politique.

Le militantisme à l'université

Mon livre « *Ce que le militantisme fait à la recherche* (Gallimard, *Tracts*, 2021) s'ouvre sur une citation de Jacques Julliard qui explique que nous avons connu en matière de qualité de la recherche à l'université « trois glaciations » : la « glaciation soviéto-marxiste » des années 1950-1960, la « glaciation maoïste » des années post 1968 et la « glaciation islamo-gauchiste », que l'on pourrait dire aujourd'hui *woke* pour des raisons que je vais expliquer. Il entend par là l'emprise d'une conception militante, engagée, de l'enseignement et de la recherche : tout le travail réalisé à l'université devrait être orienté vers un souci politique de modification du monde social. Or nous, universitaires et chercheurs, sommes payés pour produire du savoir et le transmettre. C'est un objectif qui n'a strictement rien à voir avec un objectif politique même si, bien évidemment, nos productions – et nous nous en réjouissons pour la plupart d'entre nous – peuvent être utilisées par des militants pour étayer leurs combats. J'ai essayé de montrer dans mon « *Tract* » que la confusion de ces deux « arènes », scientifique et politique, amène une baisse de niveau absolument catastrophique de la production intellectuelle.

En France, les années 1990 ont vu la montée en puissance de ce que l'on a appelé la « sociologie critique », c'est-à-dire essentiellement la sociologie de Pierre Bourdieu qui, à partir de *La misère du monde* (livre collectif paru en 1993 aux éditions du Seuil sous la direction de Pierre Bourdieu), a infléchi son travail en direction d'une sociologie de plus en plus engagée, laquelle, en germe dans ses travaux précédents, est devenue l'essentiel du travail, amenant à sa pensée des gens qui n'étaient plus seulement des universitaires mais aussi des militants. Cette évolution s'est connectée avec l'engouement pour la pensée de Michel Foucault, qui a été lu de façon très réductrice, comme une critique de tous les pouvoirs, de toute contrainte.

À la fin des années 1990, une jonction s'est établie entre cette sociologie et la gauche radicale représentée notamment par le mouvement ATTAC, ce qui s'observe au niveau des publications, des associations etc. *La sociologie est un sport de combat*⁶, documentaire de Pierres Carles, a beaucoup contribué à diffuser l'idée d'un Bourdieu militant. Et, en 2002, dans « L'académisme radical »⁷, un article remarquable publié dans la *Revue française de sociologie*, mon collègue Didier Lapeyronnie ironisait sur ces tendances radicales et très académiques au sens où elles sont extraordinairement répétitives et peu créatives.

Remontons un peu en arrière. Dans les années 1980, les États-Unis voient l'essor, que nous a présenté Pierre-André Taguieff, du postmodernisme, du relativisme, de la *French Theory*, c'est-à-dire l'emprunt de théories françaises (Derrida, Foucault, Deleuze, etc.) par des universitaires américains essentiellement issus des études littéraires qui ont adapté à leur sauce – une sauce assez réductrice – cette idée qu'il n'y aurait pas de vérité objective, que tout serait relatif, tout serait à déconstruire, et qui ont laissé une empreinte extrêmement puissante et à mon avis délétère sur le monde académique anglo-américain.

Dans les années 1990 et 2000 voire 2010, aux États-Unis, on voit monter en puissance « l'identitarisme », un communautarisme de campus basé sur ce que mon collègue Laurent Dubreuil a nommé la « politique d'identité »⁸. L'identitarisme se focalise uniquement sur les discriminations en réduisant tout

⁶ *La sociologie est un sport de combat*, titre du documentaire sur les travaux de Bourdieu réalisé par Pierre Carles, sorti en 2001.

⁷ *L'académisme radical ou le monologue sociologique. Avec qui parlent les sociologues ?* Didier Lapeyronnie, *Revue française de sociologie* 2004 volume 45, numéro 4, pp 621-665.

⁸ Laurent Dubreuil, *La dictature des identités*, Paris, Gallimard, coll. "Le Débat", 2019.

individu à son statut de dominant ou de dominé, de discriminant ou de discriminé, que ce soit par le sexe, la race, l'orientation sexuelle, etc.

C'est la conjonction des militantismes français et américain qui aboutit à la situation actuelle. On dit beaucoup que le phénomène « *woke* » vient des États-Unis. C'est vrai. Mais il n'aurait pas eu ce succès s'il n'était venu sa greffer sur une forme de militantisation du rapport au savoir qui est essentiellement née de la sociologie critique et des usages politiques de la pensée de Bourdieu et de Foucault.

L'identitarisme

La question de l'identitarisme, associée au militantisme, a engendré les « *studies* » : *Gender Studies*, *Race Studies*, *Gay Studies*, *Disability Studies* (études du handicap), *Fat Studies*..., un chapelet de *Studies* toutes basées sur l'étude de communautés définies par le fait qu'elles seraient discriminées. De ce fait, les « *studies* » détruisent l'architecture traditionnelle des disciplines (sociologie, anthropologie, philosophie, etc.) pour leur substituer une organisation des savoirs en fonction de groupes considérés comme discriminés, c'est-à-dire en fonction de catégories politiques, ce qui aboutit à une perte catastrophique de connaissance des savoirs disciplinaires. Quand on lit les productions qui en sortent on réalise que le corpus de méthodes et de concepts y est très peu connu. On a vraiment une baisse catastrophique du niveau des connaissances.

Ces fameuses « *studies* » ont investi la France dans les années 2010 qui ont vu leur montée en puissance dans l'université française. Elles se sont couplées avec ce que l'on a appelé la *cancel culture*, c'est-à-dire tous ces cas où des militants s'autorisent à interdire ou à empêcher par la menace ou même par la force physique – donc au mépris des lois – la production de discours qui leur paraissent « problématiques ». Cette *cancel culture* s'appuie sur l'idée qu'il serait légitime de restreindre la liberté d'expression d'autrui dès lors que ce que dit autrui ne correspond pas à notre conception de la vérité : ce qui, d'un point de vue démocratique, constitue une importante régression.

Cancel culture, « *studies* » et, corrélativement, l'écriture inclusive qui déboule à la fin des années 2010, véhiculent l'idée qu'il faudrait définir les gens une fois

pour toutes par des identités construites sur des communautés bien différenciées. En l'occurrence, il faudrait absolument réduire tout individu à son sexe, homme ou femme (voire binaires, trans, *Queer*, non-binaires cis etc.) et, pour lutter contre les discrimination envers les femmes, affirmer la féminité où qu'elle soit, notamment dans le langage en imposant une féminisation systématique de toutes des désinences au mépris des règles de base du fonctionnement de la langue (comme l'ont montré les meilleurs linguistes) et au mépris des possibilités d'apprentissage de la langue par les enfants et les personnes dont la langue maternelle n'est pas le français. C'est un véritable problème qui ne cesse de prendre de l'ampleur : aujourd'hui, dans les administrations universitaires, des « référents égalité » imposent des formations à l'écriture inclusive.

Cette emprise de l'écriture inclusive qui est en train de nous envahir est bien sûr directement liée à une conception différentialiste, communautariste, du féminisme. Une autre branche du féminisme – qu'avec d'autres je défends – affirme que la lutte pour l'égalité hommes-femmes doit passer par la suspension de la différence des sexes quand elle n'est pas pertinente au lieu de passer par son affirmation systématique. Je vous renvoie sur ce sujet à l'article que j'ai republié dans « Oser l'universalisme »⁹.

Arrive 2020 et l'assassinat de Samuel Paty, qui déclenche une polémique sur l'islamo-gauchisme à l'université. Sa dénonciation par Jean-Michel Blanquer a fait hurler une partie des universitaires, ce qui a entraîné une pétition que nous avons signée avec plusieurs dizaines de collègues pour défendre les propos de Jean-Michel Blanquer : oui, il y a bien, à l'université, une tendance à entretenir une complaisance à l'égard de l'islamisme au nom du fait que les musulmans seraient discriminés et que, de ce fait, critiquer l'islamisme reviendrait à critiquer l'islam, donc à être « islamophobe ». C'est une tendance parfaitement avérée sur laquelle Pierre-André Taguieff a produit des travaux remarquables.

Ce mouvement s'accélère en 2021 avec le déferlement du terme « *woke* » qui fleurit notamment sur ce que je nomme les « ragots sociaux ». À mes yeux, le mouvement « *woke* », l'éveil systématique aux discriminations, est une forme actuelle de la théologie protestante de l'éveil. Il est important de comprendre que

⁹ Nathalie Heinich, *Oser l'universalisme contre le communautarisme*, Paris, Le bord de l'eau, collection Clair&net, septembre 2021.

nous sommes dans une forme de politique de la culpabilisation individuelle. Par exemple, l'expression « privilège blanc » s'inscrit dans cette forme de culpabilisation des individus et de mise à l'index de ceux qui ne pensent pas comme il faut. C'est l'intolérance religieuse dans toute sa splendeur ou, comme l'a dit Pierre-André Taguieff, le « néo-puritanisme punitif ». Il ne faut pas négliger les affinités de ce mouvement « *woke* » avec une sensibilité religieuse et plus précisément protestante. Avec l'intersectionnalité et l'écriture inclusive, il importe une conception communautariste de la citoyenneté. L'intersectionnalité consiste essentiellement à affirmer qu'il est plus difficile dans nos sociétés d'être une femme de couleur qu'un homme blanc (c'est ce qu'on appelle découvrir la lune !). Cela donne une idée de l'abaissement de l'exigence intellectuelle d'un courant de pensée qui consacre autant de temps et de publications à démontrer cette évidence.

L'intersectionnalité est un concept typiquement américain. En effet, aux États-Unis, et contrairement à la France, les individus sont assimilés, y compris juridiquement, à leur identité de race et de genre. Devant un tribunal chacun est traité en fonction du fait qu'il est homme ou femme, noir ou blanc. Cela crée une étanchéité entre les catégories, que tente de dépasser l'intersectionnalité en inventant une nouvelle catégorie au croisement de ces catégories. Or, ce concept d'intersectionnalité n'a aucun sens en France où, heureusement, nous sommes encore dans un régime républicain : les individus y sont définis par leur appartenance à la communauté des citoyens et non à des groupes communautarisés, qu'ils soient de classe, de religion, de race, de sexe, de sexualité, etc.

Le mouvement « *woke* » constitue également l'importation d'une conception américaine de la liberté d'expression. En effet, la *Cancel culture* se base sur le droit américain qui interdit à l'État de restreindre la liberté d'expression (Premier amendement de la Constitution américaine¹⁰). Pour pouvoir empêcher l'expression publique d'une opinion problématique il n'existe donc pas, comme en France, de lois sur la liberté d'expression qui interdisent la diffamation, l'insulte, l'incitation à la haine etc., : il n'y a pas d'autre moyen que la mobilisation

¹⁰ « *Le Congrès ne fera aucune loi pour conférer un statut institutionnel à une religion, (aucune loi) qui interdise le libre exercice d'une religion, (aucune loi) qui restreigne la liberté d'expression, ni la liberté de la presse, ni le droit des citoyens de se réunir pacifiquement et d'adresser à l'État des pétitions pour obtenir réparation de torts subis (sans risque de punition ou de représailles)* ».

des citoyens, des groupes de pression, c'est-à-dire un rapport de force qui est fort peu démocratique. L'importation non réfléchie de cette *Cancel culture* en France est donc une aberration, imputable à la médiocrité de la culture politique et juridique des militants français qui ignorent la différence fondamentale entre le droit américain et le droit français.

En janvier 2021, nous avons créé l'Observatoire du décolonialisme et des idéologies identitaires¹¹ pour lequel Jean-Pierre Chevènement nous a fait l'honneur de nous donner un texte¹². L'Observatoire du décolonialisme a organisé à la Sorbonne en janvier 2022 un colloque qui a fait couler énormément d'encre, suscitant plusieurs dizaines d'articles et de tribunes hostiles. Au printemps 2021, l'Observatoire avait produit un rapport comptabilisant toutes ces journées d'étude, soutenances de thèses, formations, colloques etc. centrés sur le genre, le décolonialisme, l'intersectionnalité, etc., et qui révélait l'augmentation vertigineuse, en deux ou trois ans, de ce type de propositions. Nous sommes donc bien face à un phénomène massif qui est aujourd'hui bien documenté.

Ce phénomène ne se limite pas à l'université : il a gagné le monde de la culture. Il existe notamment de plus en plus de pièces de théâtre liées à ces thèmes et la cérémonie des César 2021 a montré à des millions de téléspectateurs l'emprise de ces conceptions dans le monde du cinéma. Ce phénomène n'épargne même pas les arts plastiques : je ne résiste pas à l'envie de vous citer un petit article que j'ai écrit dans *Franc-Tireur* en janvier 2022 à propos de l'exposition « *Les Flammes, L'Âge de la céramique* » au Musée d'Art moderne, magnifique florilège du « wokisme » qui a atteint le monde des musées. Je cite un texte de salle : « *La céramique est une alliée de causes relevant autant de l'écologie que des révolutions sociales, raciales, féministes ou queer. En tant que support de diffusion de convictions alternatives cette pratique (la céramique) a souvent été choisie par des groupes minoritaires pour affirmer leur identité et accompagner des révolutions sociales, raciales, sexuelles et écologiques. Elle joue un rôle fondamental dans la construction d'identités fluides et alternatives au sein de la communauté LGBTQIA+ notamment.* » On est en droit de se poser la question : y a-t-il un directeur au Musée d'Art moderne ?

¹¹ Cet observatoire a été formé pour lutter contre la promotion de l'antisémitisme, du sexisme et du racisme par la pseudo-science et pour défendre les principes qui dépendent de l'Université : la langue, l'école et la laïcité.

¹² Jean-Pierre Chevènement, « L'islamo-gauchisme et la République », *Observatoire du décolonialisme et des idéologies identitaires*, 7 mars 2021.

La grande différence entre la situation actuelle et le gauchisme post-soixante-huitard, la deuxième « glaciation » qu'évoquait Jacques Julliard, c'est que ce mouvement déconstructionniste, « *woke* », n'est plus seulement un discours marginal limité à des groupes militants mais il est porté par les institutions françaises et européennes. De plus en plus d'appels à projets dans le domaine de la recherche, au niveau français et au niveau européen, sont liés à ces thématiques. Une collègue anthropologue spécialiste de l'islamisme me dit qu'elle ne peut plus travailler parce que tous les thèmes fléchés sur l'islam sont immédiatement réinterprétés « lutte contre l'islamophobie ». On ne peut plus enquêter aujourd'hui sur l'islamisme si l'on n'a pas la force de frappe d'un Gilles Kepel, d'un Alain Rougier ou d'un Hugo Micheron. Enfin, comme l'explique bien Laurent Dubreuil, aux États-Unis, ce mouvement est porté par les grandes entreprises, notamment les GAFAs, qui imposent des formations obligatoires à l'éveil contre les discriminations.

Cette situation, extrêmement problématique, constitue une double atteinte aux valeurs républicaines : d'abord sur le plan universitaire, ensuite sur le plan politique.

Sur le plan universitaire, c'est une atteinte à l'autonomie de la science et un détournement de fonds publics par le militantisme académique. En effet, nous ne sommes pas payés par nos concitoyens pour faire du militantisme à l'université mais pour produire et transmettre du savoir. Donc j'estime que cette militantisation de l'université constitue une forme de détournement de fonds publics, entraînant une baisse drastique du niveau intellectuel, une non-transmission des normes académiques propres aux différentes disciplines. C'est une réduction drastique du corpus de concepts utilisés dont ne subsistent que « domination », « discrimination », « patriarcat » etc. ; c'est une importation directe de slogans militants non interrogés, pris comme tels, du type « islamophobie », notion qui repose sur une confusion volontaire entre la race et la religion, l'appel à la haine et la critique des idéologies – confusion indigne de gens qui sont payés pour penser.

Sur le plan politique, c'est une atteinte aux valeurs républicaines, à l'universalisme républicain par la réduction des individus à leur appartenance communautaire. Il y a quelques années, les militants d'extrême-gauche voulaient supprimer le mot « race » de la Constitution ; aujourd'hui les mêmes n'ont que le

mot « race » à la bouche ... sauf qu'en brandissant l'argument de la construction sociale ils s'autorisent à faire de la « racialisation » la seule définition des êtres humains.

Que faire ?

C'est la question qui se pose bien sûr à nous tous aujourd'hui.

En ce qui me concerne, en tant que chercheur et universitaire, ma première réponse est : réfléchir, publier, intervenir. Ainsi, en un an j'ai publié le « *Tract* » *Ce que le militantisme fait à la recherche*, un recueil d'articles *Oser l'universalisme. Contre le communautarisme*, ainsi que, avec trois co-auteurs (Renée Frégosi, Virginie Tournay, Jean-Pierre Sakoun) un « *Bétisier du laïc-sceptique* » (aux éditions Minerve), auquel je tiens beaucoup, magnifiquement illustré par le caricaturiste Xavier Gorce ; enfin et une note pour Fondapol intitulée « *Défendre l'autonomie du savoir* ». Enfin, ceux qui lisent *L'Express* ont pu découvrir cette semaine ma tribune contre les hijabeuses¹³. On fait ce qu'on peut !

Nous pouvons aussi dénoncer les impostures intellectuelles, en démontrer l'absurdité, par des canulars, de faux articles, totalement caricaturaux, publiés dans des revues soi-disant sérieuses. Ce peut être également une arme.

Mais en même temps il faut s'astreindre à ne pas confondre nos productions militantes – par exemple les articles que nous publions dans la presse d'opinion – avec nos productions scientifiques. On me reproche beaucoup de fustiger le militantisme académique tout en faisant moi-même du militantisme. Mais je ne le fais pas dans les mêmes supports : ce que j'écris dans des revues scientifiques n'a strictement rien à voir avec ce que j'écris dans la presse. Je tiens absolument à cette distinction qu'il nous faut garder en tête si nous voulons lutter contre cette emprise du militantisme.

Et puis, nous essayons malgré tout de continuer notre travail de chercheurs et d'enseignants avec toute la rigueur possible car l'on ne prêche que par l'exemple. C'est un publiant de bons articles et de bons livres que nous pouvons montrer aux étudiants qu'il y a autre chose que le discours affligeant qu'on essaye de leur fourguer.

¹³ Nathalie Heinich « Avec les hijabeuses, c'est l'affaire de Creil qui se rejoue sur les terrains de sport », *L'Express*, 21 février 2022.

On peut aussi essayer de lutter contre le panurgisme, comme vient de le faire Jean Szlamowicz dans le livre remarquable qui vient de paraître aux éditions du Cerf *Les Moutons de la pensée* : il y documente parfaitement la lâcheté ambiante qui fait que beaucoup de gens, dans l'université, n'osent pas se prononcer contre ce courant parce qu'ils ont tout simplement peur de voir leur carrière bloquée. D'ailleurs, si ce sont principalement des « vieux », voire des retraités, qui s'expriment sur ces sujets, c'est tout simplement qu'ayant fait notre carrière, nous n'avons plus rien à craindre et nous pouvons nous permettre de parler. Ainsi, je reçois souvent des messages de jeunes collègues qui me disent : « Je vous soutiens complètement mais je ne peux pas le dire sinon ma carrière est fichue ».

Il faut donc faire connaître la situation et en faire comprendre les enjeux aux responsables politiques et administratifs, aux juristes. Il faut s'adresser au Conseil d'État, à tous les décideurs.

Il faut aussi, et c'est très important, lutter contre la réduction de notre défense des valeurs républicaines à une position de droite, voire pire. C'est la stratégie de ceux que je nomme les « académo-militants » pour ne pas répondre à nos arguments : « Vous êtes de droite, donc on n'écoute pas ce que vous avez à dire ». Ils oublient ce faisant qu'il y a une vieille et grande tradition de la gauche républicaine qui a le mérite d'exister même si elle n'est pas très représentée aujourd'hui. Et peut-être faut-il se demander si l'axe droite-gauche est bien le plus adéquat aujourd'hui pour penser les enjeux politiques actuels.

Une dernière chose enfin : il faut diffuser nos idées, comme je le fais aujourd'hui, et comme je vous incite à le faire, en espérant que la raison finira par l'emporter.

Merci.

Merci beaucoup et croyez, qu'au-delà de vos analyses brillantes, votre message lui-même a été entendu.

Vous avez dit tellement de choses intéressantes que, comme pour les autres exposés d'ailleurs, je ne peux pas toutes les relever.

Vous avez notamment parlé de la théologie américaine protestante de l'éveil ainsi que du système juridique américain concernant la liberté d'expression qui participent à ce que j'appelais « l'effet boomerang ». La *French Theory* nous est revenue à la figure, mise en forme, en quelque sorte, si je puis dire, plastiquement travaillée par une culture américaine qui est partout présente dans le monde. Comme par hasard, elle est aussi présente dans cet épanchement narcissique qui touche de près les comportements sociaux et, bien entendu, on l'a dit très clairement, militants et politiques.

Vous avez dénoncé des apories : femme noire contre homme blanc. À cet égard peut-être avez-vous lu l'article du Secrétaire général des Nations Unies dans le dernier *Journal du Dimanche*. « *J'ai atteint la parité dans tous les postes de direction de l'ONU* », se félicitait-il. Appartenant à une commission de l'ONU, qui donne son avis précisément sur ces sujets, je ne résiste pas à dire un mot sur ce point. La Charte de l'ONU évoque la diversité géographique, toujours d'actualité, entre pays pauvres, pays moyens et pays riches. Comment arbitrer entre une femme américaine noire qui sort de Yale et un homme blanc issu d'un milieu pauvre ou d'un pays moins développé ? C'est un vrai sujet. Quand on explique que la diversité géographique à l'ONU joue le même rôle que l'égalité sociale dans une nation on est compris... jusqu'à ce que le Secrétaire général arrive en exigeant la parité partout et en affichant un féminisme militant ! C'est l'état d'esprit qui règne aujourd'hui dans les institutions internationales dominées, comme par hasard, par la culture des universités américaines.

Vous avez justement pointé, comme je l'avais fait rapidement en transition, le rôle extrêmement néfaste qu'a joué Bourdieu et sa « sociologie critique ». Justement, à l'époque que j'ai vécue, où commençait à s'installer sa théorie de la reproduction sociale par l'école, nous avons connu, à l'université française, des phénomènes qui n'étaient pas sans rapport avec la situation qui règne aujourd'hui – y compris par une sorte d'adhésion d'un certain nombre de professeurs éminents, prêts à suivre le mouvement d'une idéologie critique,

jusqu'à la dévastation des bases sur lesquelles était assise leur position et leur enseignement même. Mais lorsqu'une théorie comme la sociologie critique de Bourdieu – penseur de haute qualité par ailleurs – donne ses lettres de noblesse à ce type de comportement, à cette dénonciation permanente portant d'ailleurs centralement sur l'école de la République, il ne faut pas s'étonner de voir les idées que nous avons exportées sur la côte Est des États-Unis nous revenir aujourd'hui dégradées, même si elles ne sont plus portées par la théologie protestante de l'éveil. Mais alors par quoi sont-elles portées ? Peut-être une forme catholique de culpabilisation. Les deux ne sont pas incompatibles, et peuvent d'ailleurs hélas se cumuler.

Les ravages provoqués par la sociologie critique de Bourdieu, notamment par les attaques portées à l'école républicaine, d'une manière qui n'était pas justifiée, m'offrent une transition avec l'exposé de Souâd Ayada, membre du Conseil d'administration de notre Fondation, directrice de l'Institut français d'islamologie, inspectrice générale de philosophie, ancienne présidente du Conseil supérieur des programmes.

Nous comptons sur elle pour nous dire si la République est une cible privilégiée, ce qui, je crois, résulte de ce qui a déjà été dit et, si oui, comment elle est la cible privilégiée des attaques que l'on va appeler pour aller vite du « wokisme ». Sachant que ce diagnostic est tout à fait fondamental pour savoir comment la République peut se défendre et si par hasard elle n'est pas mieux armée que ne l'est la simple démocratie pour répondre.

SOUÂD AYADA

Ce que la déconstruction fait à la République ; ce que peut la République face à la déconstruction.

Je vous remercie, Madame la présidente.

Avant d'envisager ce que la déconstruction fait à la République et d'aborder la manière dont la République peut faire face à ce qui se donne pour cible privilégiée

la déconstruction de ses principes fondateurs et régulateurs, je développerai quelques remarques préliminaires destinées à délimiter la portée de mon propos.

Étant peu portée vers les généralités, je m'en tiendrai à une conception littérale et donc restreinte de la déconstruction. Pour le dire sans détour, j'estime que la notion de déconstruction fait l'objet de grandes confusions aujourd'hui, et il me semble que nous gagnerions beaucoup en clarté en distinguant, comme le fait l'Observatoire, les différentes orientations que rassemble l'idée de la déconstruction : pensées décoloniales, idéologies identitaires, doctrines de la race et du genre, programmes de recherches intersectionnelles, etc. Je soulignerai aussi le défaut de perspective qui consiste à associer, sous le nom de *French theory*, la déconstruction derridienne à d'autres démarches philosophiques. Embarquer, comme on le fait très souvent, sous le nom de la déconstruction, des philosophes comme Michel Foucault et Gilles Deleuze, qui ont explicitement marqué leurs réserves à l'égard de la voie empruntée par Jacques Derrida, est une erreur factuelle.

Je tenterai donc de suivre la déconstruction telle que l'entend Jacques Derrida et telle qu'elle féconde les pensées qui s'en réclament. Cela nécessite quelques détours. Il nous faudra tout d'abord considérer comment un modèle de lecture des textes – une manière de faire des commentaires et de mener des interprétations – est sorti de l'espace littéraire, de l'espace philosophique, de l'espace herméneutique pour s'appliquer à la politique. On se posera la question : en quoi consiste la déconstruction de la politique ? Il nous faudra ensuite étudier, même de loin, le mouvement qui a transformé une démarche théorique, philosophique, de déconstruction du politique – ou de la politique – en une pratique, en une action, en une politique de la déconstruction. Nous tenterons alors de dégager les traits caractéristiques de la politique de la déconstruction.

De la déconstruction en général à la déconstruction du politique

Revenons à la manière dont Jacques Derrida présente la déconstruction : ce n'est ni une méthode – Pierre-André Taguieff l'a suggéré – ni une critique, ni une analyse, c'est un mouvement de pensée qui consiste à déstabiliser, à défaire, à délier, à disséminer un mouvement sans cesse reconduit que n'arrêtent ni des positions de thèse ni des certitudes subjectives. L'activité ici en jeu vise tout ce

qui apparaît comme stable, unifié ou fondateur. Pour le praticien de la déconstruction, toute stabilité procède d'une substantialisation arbitraire, tout ce qui se donne comme « un » ou « premier » est l'effet d'une unification ou d'une fondation adventice. Aucun qualificatif ne saurait exprimer la spécificité d'une pratique qui déjoue, sans les critiquer et sans prétendre les dépasser, les partages bien connus en philosophie, entre le dogmatisme et le scepticisme par exemple. C'est que toute qualification introduit de la stabilité, de l'unité et de l'originel, et témoigne ainsi d'une volonté d'« essentialiser ». Or, toute essentialisation est par nature suspecte et indue.

La déconstruction désigne tout d'abord une manière de lire les textes et de faire de la philosophie. Jacques Derrida nous offre une illustration magistrale de cette manière de lire et de philosopher dans son commentaire du *Phèdre* de Platon, quand l'attention portée sur le *pharmakon*, tout à la fois remède et poison, défait dans un même mouvement et la supériorité de la parole et l'infériorité de l'écriture. La mise au jour du *supplément*, à partir de la lecture de l'*Essai sur l'origine des langues* de Rousseau, approfondira le sillon de cette déliaison dans les termes de la *différance* et dans un horizon élargi. Évoquant la sortie de la déconstruction hors du champ de l'interprétation des textes comme son destin inévitable et souhaitable, Jacques Derrida étendra peu à peu le champ de la déstabilisation et l'appliquera au droit, à l'éthique et à la politique. Ainsi va-t-il s'engager dans la déconstruction du politique.

Je retiendrai deux jalons, à mes yeux essentiels, de sa déconstruction du politique ou de la politique.

D'abord un livre, *Politiques de l'amitié*, que Jacques Derrida publia en 1994 aux éditions Galilée où, codirigeant la collection « *La philosophie en effet* », il était en quelque sorte chez lui. Il s'agit d'une très belle réflexion philosophique sur l'amitié entendue comme le concept-clé de la politique depuis Aristote. Dans la Cité bien ordonnée, les citoyens n'agissent pas seulement en fonction de ce qui est permis ou de ce qui est interdit. Pour Aristote, la contrainte du régime des lois ne saurait suffire à les guider, pas davantage la recherche de l'intérêt, fût-il commun. Pour qu'une Cité soit vraiment une communauté voulue par des êtres doués de raison, et non un agglomérat d'individus attachés à la satisfaction de leurs besoins, il faut de l'amitié entre les citoyens. Et c'est l'inimitié qui règle les

relations entre les citoyens, d'une part, et les individus qui sont étrangers à la Cité, d'autre part.

Jacques Derrida va déconstruire l'amitié aristotélicienne et, ce faisant, il va déconstruire la politique ou le politique en visant directement l'antagonisme qui en est le fondement, à savoir celui de l'ami et de l'ennemi. La guerre, comme nous la voyons se déployer aujourd'hui entre la Russie et l'Ukraine, révèle l'intensité maximale de cet antagonisme qui va servir de modèle interprétatif pour la philosophie politique moderne. La déconstruction permet ici d'atteindre une idée de l'amitié qui précéderait celle que véhicule l'antagonisme de l'ami et de l'ennemi. Jacques Derrida veut, en effet, saisir une amitié d'avant l'amitié politique. Cela le conduit à penser l'amitié comme tout autre chose que la fraternité et à l'inscrire dans une forme d'universalité qui est aux antipodes de l'universalisme progressiste, aux antipodes de l'humanisme moderne dont nous savons l'importance pour la formation de l'idée républicaine. Cette amitié qui précède l'horizon politique de l'antagonisme fondateur ou qui s'y soustrait, Jacques Derrida la nomme « hospitalité inconditionnelle ». Cette hospitalité sans condition forme l'indestructible sur lequel achoppe la déconstruction du politique. C'est une « justice » ou une « exigence de justice » qui anime la démocratie, non pas sa forme dégradée dans les démocraties existantes, mais sa forme achevée dans ce que Jacques Derrida appelle « la démocratie à venir ». Cette « *promesse de démocratie encore impensée, encore impossible, toujours à venir : la promesse même* », sera au centre de la pensée d'un derridien subtil qui vient de nous quitter, Jean-Luc Nancy.

Le deuxième jalon sur lequel je voudrai m'attarder un peu est une conférence intitulée : « *Le souverain bien - ou l'Europe en mal de souveraineté* »¹⁴ que Jacques Derrida a prononcée quelques mois avant sa mort, le 8 juin 2004, à Strasbourg. Il s'agit là aussi d'une belle réflexion philosophique sur l'un des concepts-clés de la politique, à savoir celui de souveraineté. La déconstruction ici à l'œuvre se rapporte à la souveraineté telle qu'elle est conçue dans le sillon ouvert, dans la philosophie moderne, par Hobbes. Elle opère en réactivant tous les aspects que

¹⁴ Derrida Jacques, « *Le souverain bien – ou l'Europe en mal de souveraineté* » La conférence de Strasbourg 8 juin 2004, Cités, 2007/2 n° 30, p. 103-140. DOI : 10.3917/cite.030.0103

véhicule l'image associée chez Hobbes à la souveraineté, l'image du Léviathan¹⁵. Léviathan renvoie tout à la fois au Dieu humain et à la bête féroce. La souveraineté se noue précisément autour de cette représentation qui associe le Dieu intouchable à la bête immonde.

Jacques Derrida propose de brillantes variations sur l'expression « en mal de souveraineté » telle qu'on l'utilise communément pour décrire la situation politique européenne. Nul ne peut contester que l'Europe est « en manque » de souveraineté. Mais ce manque, loin de désigner ce qu'il faudrait au plus vite surmonter, est le masque de l'impossible confrontation à un mal, celui de la souveraineté, que l'Europe ne cesse de différer. C'est que la souveraineté est, comme telle, un mal pour les États et pour l'Europe. Jacques Derrida envisage le concept fondateur de l'État moderne comme ce « mal » que le « souverain bien », introduit comme une sorte d'antidote, devra réduire, terrasser et étouffer. L'hospitalité inconditionnelle sera la figure opératoire du souverain bien appelé à subjuguer les effets de la souveraineté.

Nous soulignerons, en passant, les penchants idéalistes de ces réflexions dont témoigne le recours aux notions de mal et de souverain bien. Mais l'essentiel réside dans la représentation extrêmement négative de la souveraineté que forge Jacques Derrida et qui le conduit à transformer une puissance en une toute-puissance intolérable et à faire d'un droit un non-droit qui exige sa contestation. À Strasbourg, ville qui « *respire la mise en question de la souveraineté État-nationale* » selon Jacques Derrida, il convient de mettre en garde les Français, les Allemands et tous les Européens contre les périls majeurs qu'encourt une Europe qui se complairait dans la recherche d'une souveraineté. À cette recherche d'une souveraineté impossible et qui serait un mal, il oppose la visée du souverain bien, l'autre nom d'une exigence de justice irréductible au droit. En lieu et place de l'exercice légal et légitime de la souveraineté qui revient à tout État de droit, nous retrouvons l'appel continu à l'hospitalité inconditionnelle qui fait fi du territoire, de la nation, de l'État, autant de réalités qui s'articulent étroitement à l'idée de souveraineté. Et l'intention philosophique de cet appel est de transformer l'Europe en terre d'asile. Ainsi les derniers mots

¹⁵ Voir à ce propos le frontispice du Léviathan de Thomas Hobbes (1651), dont Horst Bredekamp, un historien iconologue allemand, a donné un commentaire très stimulant qui a ensuite inspiré beaucoup de grands esprits, à commencer par Derrida et Agamben.

qui concluent la conférence : « *Je rêve d'une Europe dont l'hospitalité universelle et de nouvelles lois de l'hospitalité ou du droit d'asile fassent l'arche de Noé du XXI^e siècle* ».

De la déconstruction de la politique à la politique de la déconstruction

Une politique de la déconstruction – un ensemble hétérogène et foisonnant de représentations et de pratiques se réclamant plus ou moins directement de la pensée derridienne – va s'articuler à cette déconstruction du politique selon des voies diverses qu'il faudrait suivre précisément. Dans ce nouage complexe, je retiendrai une figure intellectuelle de premier plan qui va jouer un rôle majeur. Il s'agit d'Edward Saïd dont l'œuvre protéiforme compose, depuis les années 1980, un puissant ressort politique pour nombre d'intellectuels.

Né en 1935 à Jérusalem et mort à New York en 2003, ce Palestino-américain est un des principaux représentants du courant de pensée né dans les campus américains autour des départements de critique littéraire. Théoricien de la littérature anglaise et critique littéraire, Edward Saïd a enseigné de 1963 à sa mort dans la prestigieuse Université Columbia. Il fut pour ses contemporains « la voix politique la plus puissante » de sa génération, adulé de toutes parts par de nombreux universitaires, et le maître penseur d'un mouvement profond, à la croisée de l'université et de l'idéologie, dont nous mesurons aujourd'hui tous les effets. Ce mouvement, sorte de syncrétisme où vont se côtoyer des figures comme celles de Gramsci, de Foucault, de Deleuze et de Lyotard, va incontestablement prendre beaucoup de distance avec Derrida. Mais il restera fidèle à ce qu'on pourra appeler la ligne de conduite de la déconstruction.

Comment Edward Saïd se saisit-il de la déconstruction derridienne ?

D'abord, comme d'un mot d'ordre, à la fois théorique, pratique et politique, qui ne supporte aucune distance critique : il faut penser et agir selon l'impératif de la déconstruction parce que tout ce qui est ou se présente à notre intellect est le résultat d'une construction. La déconstruction est pour Edward Saïd un combat contre l'essentialisme et contre tous les procédés théoriques et rhétoriques qui le soutiennent. Parmi ces procédés, Edward Saïd va analyser de manière extrêmement brillante la constitution du savoir orientaliste. Je vous renvoie à son livre publié en 1978, traduit en français en 1980 et qui a eu un fort retentissement,

*L'Orientalisme. L'Orient créé par l'Occident*¹⁶. Le savoir orientaliste y dessine la figure type du savoir comme tel. En effet, cet ouvrage dévoile la nature du savoir et de la culture : il s'agit de discours relevant de la domination. Reprenant cette notion de domination à son ami Noam Chomsky – autre personnage important dans cette constellation sur lequel il faudrait se pencher attentivement – et lui donnant la même puissance explicative intégrale, Edward Saïd soutient l'existence d'un impérialisme intellectuel qui n'accompagne pas seulement l'impérialisme politique mais en est la cause. En ce sens, le savoir met en jeu la notion capitaliste de l'accumulation.

Je retiendrai quelques phrases éloquentes de *L'Orientalisme* où affleure la conception du savoir que finira par imposer une perspective formée dans la déconstruction. À propos d'Ernest Renan dont la réfutation des thèses ne saurait être menée que par un érudit pouvant prétendre à la possession d'un savoir équivalent, on lit : « *Lisez une page de Renan, vous lirez un acte de pouvoir* ». À propos du savoir orientaliste comme tel, Edward Saïd affirme : ce sont « *des menottes forgées par l'esprit* ». Je laisse à l'auditoire le soin d'apprécier ces jugements sans nuance qui ont séduit et séduisent encore de nombreux intellectuels français et par le monde. Des expressions et des notions qui font de nos jours florès sont expressément présentes dans *L'Orientalisme*. Je retiendrai, traduites en français bien sûr : « appropriation culturelle », « systémique », « mâle d'âge mûr », « homme blanc ». Jacques Derrida n'est pas directement à l'origine des courants de pensée que nous mettons sous le mot de déconstruction. C'est à Edward Saïd que nous devons le développement des théories décoloniales et indigénistes, des idéologies racisées et des formes contemporaines du néo-féminisme.

Des thématiques aujourd'hui prégnantes ont été ébauchées par Edward Saïd dans *L'Orientalisme*. J'en énoncerai quatre qui trouvent depuis quelques années de nombreux échos :

1- Une certaine lecture des œuvres philosophiques qui y débusque les racines du racisme, de l'esclavage et de l'exploitation coloniale. Ainsi, les écrits de Hume apportent-ils, aux yeux d'Edward Saïd, la justification philosophique de la théorie

¹⁶ *L'Orientalisme. L'Orient créé par l'Occident* [*Orientalism*, 1978], traduction de Catherine Malamoud, préface de Tzvetan Todorov, Le Seuil, 1980.

raciale au fondement des traites négrières et du colonialisme. Des réminiscences de cette grille interprétative motivent, de toute évidence, ceux qui en 2020, après la mort de George Floyd, ont affublé la statue du philosophe à Édimbourg d'affiches le présentant comme un affreux raciste et exploiteur.

2- La mise en avant du caractère polymorphe de la domination. Edward Saïd en dresse le prototype dans l'analyse qu'il fait de la figure féminine de Kuchuk Hanem telle qu'elle apparaît dans les récits du voyage en Égypte de Flaubert¹⁷. Cette relation fait apparaître le ressort véritable de la domination : la domination est colonialo-patriarco-masculine. L'opération de déconstruction de la domination exige une approche intersectionnelle. Les « *studies* » déploieront des programmes de recherche dans l'horizon de l'intersectionnalité.

3- L'introduction du signifiant islam. Il faudrait méditer très précisément la manière dont Edward Saïd fait de l'islam un maillon essentiel de ses constructions idéologiques. Je ne retiendrai qu'un aspect de ce nouage complexe en faisant référence à la discussion qui a eu lieu entre Edward Saïd et Salman Rushdie après la publication, en 1988, des *Versets sataniques*. Bien sûr, Edward Saïd soutient son ami Salman Rushdie, mais il propose une analyse du blasphème qui n'est pas sans rappeler ce que nous avons pu entendre ici ou là après la mort de Samuel Paty. En effet, Edward Saïd « déconstruit » le blasphème en le présentant comme la manifestation d'un racisme colonialiste qui s'est mué en haine de l'islam.

4- La partition de l'humanité en deux camps, celui des oppresseurs et celui des victimes. Tel est le schème du mouvement historique et de son interprétation. Pour Edward Saïd, l'histoire doit devenir un mémorial en l'honneur des victimes encore appelées des « subalternes ». Et l'historien devra s'intéresser à l'identité sans nom, dans sa dimension déshistoricisée, de ces « subalternes ». Il lui faudra donc renoncer à l'idée hégélienne, restée longtemps incontestée, d'une histoire dialectique des luttes.

¹⁷ « *Les rapports entre Flaubert et sa courtisane égyptienne engendrent un modèle de la femme orientale qui aura une grande influence... Lui, l'homme, parle à sa place et la représente. Flaubert était un étranger, relativement riche, un homme, et ces attributs étaient les faits historiques d'une domination qui lui permit non seulement de posséder physiquement Kuchuk Hanem mais aussi de parler à sa place... Il me semble que cette situation de force de Flaubert vis-à-vis de Kuchuk Hanem n'était pas un cas isolé. Cette situation représente assez bien la forme des rapports de domination entre l'Est et l'Ouest, et le discours sur l'Orient qu'elle a fondé.* » (Edward Saïd dans *L'Orientalisme*).

Ce que font à la République la déconstruction de la politique et la politique de la déconstruction

Quelles sont les manifestations dans la vie politique réelle de cette politique de la déconstruction dont Edward Saïd nous semble dessiner les principaux traits ?

D'abord, je crois, une conception de la politique qui n'est plus associée à la conquête du pouvoir ou à l'exercice du pouvoir. La politique devient pratique de dissolution, pratique de décomposition visant la destruction de tout ce qui est commun. Cela se manifeste aussi par un rejet des institutions (quoi de plus stable, en effet, qu'une institution ?), un rejet du jeu politique, de la forme politique, de la parole politique, de la représentation politique. Tout cela fait l'objet d'un soupçon généralisé. La déconstruction, telle que la conçoit Edward Saïd, rejette le débat politique et la forme de rationalité et de discursivité qui le définit, à savoir la dialectique. Ses adeptes refusent de s'inscrire dans l'espace de la discussion parce qu'ils envisagent la parole comme un exercice de domination. La vie démocratique entretient, selon eux, le semblant de l'échange de paroles entre des égaux et peine à masquer le fait qu'aucun dialogue ne saurait s'établir entre des oppresseurs et des victimes. Il faut rechercher dans cette conception du langage mise en œuvre dans la démocratie et ici rejetée, les clés pour comprendre le climat discursif qu'installent les tenants de la déconstruction, un climat pesant et oppressant où la liberté d'expression se trouve suspendue et suspectée. Loin de libérer la parole et les esprits, la pratique « militante » de la déconstruction instaure un régime de discursivité fait de suspicion et d'intimidation généralisées.

Ces manifestations de la déconstruction dans la politique effective mettent à mal ce qu'on pourrait appeler l'éthos républicain, la manière spontanée d'être et de parler qui fait un républicain.

Les traits singuliers de cet éthos sont le goût du commun, la recherche de la meilleure façon de « faire Un », le respect des institutions qui sont pour tout républicain des stabilités nécessaires, le sens de l'engagement politique et non pas politicien. Le naturel républicain se manifeste dans la volonté d'accomplir le programme des Lumières : un humanisme adossé au principe de l'égalité, un universalisme fondé sur les pouvoirs de la raison, la promotion de la parole délibérative dans l'ordre démocratique. Le républicain est lui aussi attaché à un inconditionnel. Mais il ne le nomme pas hospitalité, quoi qu'il en fasse preuve et qu'il combatte avec ardeur les tendances au repli. C'est la liberté comme telle qui

forme pour lui cet inconditionnel capable de résister à toutes les entreprises de déstabilisation.

Dans ses manifestations politiques, la déconstruction heurte de plein fouet les principes et les concepts fondateurs de la République. Ainsi, pour un lointain disciple de Jacques Derrida formé par Edward Saïd, le concept de peuple est vide et inopérant. L'unité fondatrice qu'il prétend désigner ne parvient pas à effacer les rapports de domination existant entre des individus qui se conçoivent comme ayant une identité et des différences, et appartenant à des communautés qui peuvent être des minorités. Quant aux notions d'État, de nation et de souveraineté, dont nul ne contestera qu'elles sont au cœur de la République et du projet de société qu'elle promeut, elles deviennent pour les adeptes de la déconstruction des inventions sophistiquées de l'Occident qui y trouve les moyens d'asseoir sa domination planétaire. Enfin, la citoyenneté fait l'objet d'un traitement similaire qui vise, plus largement, tout le système des normes et le formalisme juridique qui lui donne sens. À la liberté réglée par la loi et qui guide le citoyen, on préférera les contestations spontanées et les rebellions anarchiques, ce réseau informe d'actions qui, refusant de s'inscrire dans un projet global, fût-il celui d'une révolution, se satisfont de défaire, de disséminer et de déstabiliser.

L'entreprise intellectuelle et politique de la déconstruction s'attache à souligner l'inanité de la devise républicaine. De la liberté, elle ne retiendra que la fiction théorique en peine de dissimuler l'alternative bien réelle qui détermine les individus : ou bien être des oppresseurs ou bien être des opprimés. Déconstruite, l'égalité laisse apparaître le régime d'inégalité et de domination qui la rend en tous points caduque. Quant à la fraternité, elle s'établit en lieu et place d'une hospitalité qu'elle nie, refoule et limite.

Parmi les principes de la République, la laïcité est celui qui fait aujourd'hui l'objet des plus vives offensives des tenants de la déconstruction. Il convient de se demander pourquoi. Je formulerai quelques hypothèses qui mériteraient de plus amples développements. Saisie dans sa dimension philosophique, la laïcité synthétise le sens même de la République. En la déconstruisant, on s'attaque au maillon dont dépend toute la chaîne, à ce qui organise la société républicaine et la définit : un certain lien de volonté entre les citoyens qu'aucun autre lien, qu'il soit religieux, social, culturel, etc., ne saurait exprimer ou subsumer. Comme dans

une opération militaire qui se veut décisive, ceux qui attaquent la laïcité visent le dernier rempart qui prémunit la République des effets de la déconstruction. Nul ne peut contester l'intensification du clivage intellectuel qui se développe sous nos yeux et qui fait de la laïcité l'enjeu du combat politique. Un principe de pacification de la société se voit transformé en arme de combat : arme de combat qui permet à un État dont le racisme est « systémique » de dénigrer une religion, l'islam, et d'exclure des citoyens, les musulmans ; arme de combat que l'on brandit contre les tenants de la déconstruction qui sont devenus des ennemis de la République.

La déconstruction s'appuie sur une certaine idée de la démocratie qui vient mettre à mal l'idée de République.

Jacques Derrida fait rarement usage du mot République à l'égard duquel il manifeste, sans doute pour des raisons intimes, quelques réticences. En revanche, il parle volontiers de démocratie et tout particulièrement de « la démocratie à venir » qu'il distingue de la démocratie institutionnelle que manifestent les démocraties libérales. Cette « démocratie à venir » qu'il appelle de ses vœux est une forme de vie commune se déployant sans État, sans nation, sans souveraineté, et dans l'horizon de l'hospitalité inconditionnelle. Elle trouve dans des pratiques démocratiques renouvelées comme la démocratie participative une sorte d'avant-goût. Jacques Derrida semble très séduit par tout ce qui peut laisser advenir l'événement démocratique, par-delà la routine et la fatigue démocratiques. Or, ce surgissement du démocratique comme tel est rendu impossible en République et par la République. Celle-ci est d'une certaine façon l'ennemi de la démocratie, laquelle est aussi, en un certain sens, l'ennemi de la République. Des deux, Jacques Derrida préfère sans hésitation la démocratie qui autorise l'expression chatoyante et sans frein du multiple là où la République, qui veut « faire Un », cherche à en contenir les effets. Si la démocratie peut – et même doit – s'accommoder de l'existence de communautés, la République ne peut accepter qu'une seule communauté, la communauté politique, une et indivisible. Parce qu'il préfère le fragmentaire, le multiple et le décomposé, Jacques Derrida fait preuve d'une grande réserve à l'égard de la volonté de « faire Un » et de créer des formes de totalité.

Ce que peut la République pour faire face à la déconstruction

En guise de conclusion, je voudrai ébaucher quelques pistes que pourrait suivre la République pour faire face, dans tous les sens de l'expression, à la déconstruction. Celle-ci séduit et subjugué les esprits sur le fond de l'effacement de la politique entendue comme un ordre de réalité distinct de la sphère économique et de la sphère sociale, et comme une préoccupation majeure pour des individus qui se conçoivent aussi comme des citoyens. Il conviendrait donc de reconstruire la politique en faisant de telle sorte que nos politiques fassent vraiment de la politique. Cela, n'en déplaise à certains, exige que l'on restaure ce qui structure la vie politique : un type de parole qui n'est ni celle de l'intellectuel ni celle du technocrate bien qu'elle porte sur des idées et se mêle aussi d'administrer ; une certaine organisation des antagonismes qui ouvre sur leur confrontation dialectique, la neutralisation de cette confrontation signifiant la mort de la politique ; une forme de vie, de jeu et de mise en scène qui crée l'espace propre de la politique, espace irréductible à l'espace du combat idéologique.

Pour qu'elle puisse faire face à la déconstruction, la République doit revivifier sa devise, toutes les dimensions de la liberté et de l'égalité, et reprendre à nouveaux frais le sens de la fraternité. Il lui faut aussi redonner de l'effectivité et de l'efficacité à ses concepts fondateurs : l'État, la nation, la souveraineté, en restaurant leur pleine dignité philosophique et leur pleine légitimité.

Le projet immanent à la déconstruction rejette comme nul et non avenu le respect de l'autorité, la mise en avant des classiques et la volonté de transmettre. Pour faire face à ce mouvement qui sape ces assises intellectuelles, la République doit renouer avec le programme des Lumières, par et dans son École, par et dans son université. Cela passe par la promotion des savoirs et de la culture qui libèrent de toutes les emprises idéologiques. Cela appelle quelques ajustements terminologiques : pourquoi encourager les élèves et les étudiants à déconstruire des stéréotypes ou des textes quand on peut les inviter à exercer leur jugement, à faire preuve de discernement et à pratiquer le libre examen auquel tout être de raison a droit ? Le beau mot de critique est aujourd'hui effacé par la déconstruction, même dans le discours scolaire.

La puissance de séduction de la déconstruction tient au fait qu'elle offre une grille de lecture de la société à laquelle peuvent s'arrimer des mouvements de contestation. Une autre grille de lecture, capable de soutenir des visions et des pratiques révolutionnaires a, dans un passé qui n'est pas si lointain, su enrôler une jeunesse férue de théorie pratique et de défense des déshérités. Je terminerai sur une interrogation quelque peu iconoclaste : ne faudrait-il pas chercher dans un renouveau du marxisme cet antidote à la déconstruction ? Une restructuration de l'espace intellectuel autour de notions éprouvées comme la question sociale ou la lutte des classes ne révélerait-elle pas, en creux, les limites de la déconstruction ?

Je vous remercie.

MARIE-FRANÇOISE BECHTEL

Merci beaucoup.

Dans votre exposé très original vous avez introduit Edward Saïd et la question de l'islam.

Je posais le problème du cercle des pays, des aires de civilisation dans lesquels se dessine le « wokisme ». Il me semble utile de raccrocher ce wagon à l'ensemble des thèmes qui font la fortune des communautarisme, racisme, intersectionnalité etc. du mouvement de déconstruction.

Vous vous êtes livrée à une méditation très intéressante sur le rapport entre l'hospitalité et l'amitié, la souveraineté.

Sur la façon dont la déconstruction a atteint, par une sorte d'aplanissement général des socles qui manifestent la présence de la démocratie active dans des espaces délimités, autrement dit dans les nations, vous avez dressé un tableau tout à fait original.

Vous avez fini en parlant de l'École. École qui, pour l'instant, est un peu perdue, en ce sens que nombre d'étudiants en dérive – j'allais dire en état d'ivresse – idéologique ne peuvent être rattrapés... Cela veut dire que le devoir qui incombe à l'École, dans le système primaire et secondaire, devient absolument majeur : comment éviter d'envoyer à l'université des gens qui sont déjà « déconstruits », avant même qu'un certain nombre de théories parviennent à leurs oreilles ?

Vous avez offert aussi une transition avec l'exposé qui va suivre, transition qui porte sur une question essentielle : la République est-elle spécialement mise en cause, atteinte, objectivement ou subjectivement, je veux dire que tel soit le but recherché ou que ce soit le résultat obtenu, par le mouvement de déconstruction ? La réponse paraît être oui dans tout ce que nous avons entendu, notamment dans la dernière intervention.

Jean-Yves Autexier, vice-président de la Fondation Res Publica, ancien parlementaire, va maintenant nous dire si la République est particulièrement bien armée pour répondre à cette déconstruction dont nous avons essayé d'analyser la plupart des aspects.

JEAN-YVES AUTEXIER

Les outils de la République

Merci Marie-Françoise.

La République est-elle mieux armée pour faire face au *wokisme*, et à la vogue de la déconstruction, dont on vient de décrire le parcours intellectuel et les effets politiques ?

Ce courant d'idées nous vient principalement des États-Unis et il est assez aisé de bien distinguer une France républicaine opposée à une Amérique libérale. Mais il y a une faille. C'est ce que Marcel Gauchet nomme « *la vulnérabilité des Français à l'universalisme* ». Car les deux traditions, française républicaine et américaine libérale, portent l'héritage de l'universalisme. C'est bien connu pour les États-Unis et leur sens de la destinée manifeste. C'est vrai aussi pour la France, qui affecte de n'adopter que des valeurs à portée universelle, et dont les élites se croient obligées de penser mondial ou européen avant de penser français. Donc, dans un premier temps, il faut convenir que le goût spontané des bons esprits français est de porter des idées qu'ils croient universelles parce qu'elles sont venues du monde anglo-saxon. S'y opposer c'est encourir le reproche de repli hexagonal. La vulnérabilité évoquée par Marcel Gauchet est bien là.

Mais là où croît le péril, croît aussi ce qui sauve ! Si la République est une cible privilégiée de la déconstruction, c'est bien parce qu'elle est un fameux pôle de résistance.

Ce *wokisme* est d'abord une culture d'importation. Est-il universel ? Ni le monde asiatique, ni le monde russe, ni le monde arabo-musulman n'en sont initiateurs, même si certains peuvent en tirer profit lorsqu'ils souhaitent diaboliser l'Occident. L'exportateur est principalement anglo-saxon. Le *wokisme* est lié intimement à la société américaine, à ses pathologies, elles-mêmes explicables par le passé esclavagiste et le racisme. Rappelons qu'il faut attendre le *Civil Rights Act* de 1968 pour prohiber toutes les lois et réglementations ségrégatives sur l'ensemble des États-Unis. La discrimination d'État n'a été totalement abolie qu'il y a cinquante ans. C'est peu. D'autre part, dans l'univers géopolitique, force est de constater que l'hégémonie américaine s'est affaiblie ; la montée en puissance de la Chine, la multipolarité du monde, l'émergence de l'Asie, progressent. Le *wokisme* est lié à une culture qui n'est plus hégémonique. Si l'on veut vraiment « penser mondial » cet état de fait ne peut pas être ignoré.

La mondialisation pousse certes une partie de nos élites intellectuelles à épouser les modes d'outre-Atlantique, mais cette même globalisation crée, à rebours, de vives réactions identitaires. Plus on parle du village universel, plus on se réfugie dans sa tribu. C'est ce qu'on observe en France. Une idéologie liée à une culture en déclin se heurte donc en Europe et en France à des opinions crispées, apeurées par la perte d'identité et peu enclines à ajouter la contrition permanente à la peur du « grand remplacement » ou du grand déclassement. Cet obstacle à la déconstruction est réel, mais convenons qu'il n'est guère républicain.

En revanche, nous pouvons, au-delà de la peur, trouver de solides remparts dans notre conception de la République. C'est d'abord une forme de la démocratie, laquelle fonde la loi de la majorité. Il y a démocratie quand la minorité reconnaît la loi de la majorité et accepte de s'y plier. Or, la déconstruction, l'indigénisme, l'archipellisation sans fin du pays, vont bien au-delà de la protection légitime des minorités. Il s'agit d'imposer la loi d'une minorité à l'ensemble des citoyens. Il est bien normal d'interroger la question du genre, de protéger les enfants qui rencontrent des dysphories de genre, mais faut-il pour cela réécrire le code civil et anéantir trois mille ans d'usage ? J'entendais récemment une émission de radio

qui rappelait, avant de consacrer une heure à ces dysphories de genre qu'elles concernaient moins d'1 % des enfants. En démocratie, la loi de la majorité ne dispense pas de protéger les minorités, mais ne leur permet pas d'imposer la leur. Il ne faut pas cesser de montrer cette contradiction entre les idéologies de déconstruction au nom des minorités et la simple démocratie. Et, bien entendu, la conception républicaine est très marquée par le primat de l'intérêt général sur les intérêts particuliers. L'intérêt public doit surplomber les intérêts privés. L'État en est garant. Cette vue des choses est tout à fait prégnante en France. On l'a vu dans l'affaire des vaccins où peu nombreux furent ceux qui préféraient leur refus d'un tout petit risque personnel à la protection de la collectivité.

En second lieu, l'exigence d'égalité est immense en République. C'est « *la passion insatiable pour l'égalité* » que soulignait Tocqueville. Il n'y a pas beaucoup de pays – je crois qu'il n'y en a aucun – qui inscrivent l'égalité dans leur devise nationale : on parle de peuple, de travail, de liberté, d'ordre et de progrès... Certes, l'idéologie de la déconstruction cherche à dévoyer le sens du mot égalité, en opposant une composante de notre peuple à une autre. Mais le remède proposé, c'est la discrimination positive, laquelle crée de nouvelles inégalités. Il suffit de voir les ravages qu'elle exerce dans l'université américaine. Les Français républicains ne sont pas prêts à accepter qu'on substitue la race ou l'origine à la formule de la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen de 1789 : « *les distinctions sociales ne peuvent être fondées que sur l'utilité commune* ». Cette formule est idéale ? Elle n'est pas réalisée concrètement ? Il faut donc poursuivre le combat pour l'égalité, avec comme meilleure boussole « *les hommes naissent et demeurent libres et égaux en droits* ».

Cette réalité est particulièrement illustrée par le combat féministe, qui marque à juste titre notre temps. Faut-il l'orienter vers une guerre des genres, à la manière d'une Alice Coffin « *les hommes, je ne regarde plus leurs films, je n'écoute plus leur musique* » ? Ce féminisme radical ne convainc pas en France. Sans doute parce que les rapports entre les sexes sont fondés différemment dans notre histoire, et cela au moins depuis le XVIII^e siècle. De même, la théorie du genre, qu'on lit dans « *Trouble dans le genre* » de Judith Butler, heurte l'approche égalitaire du « *Deuxième sexe* » de Simone de Beauvoir. Faut-il déconstruire les genres ou assurer leur égalité en droits ? C'est le féminisme égalitaire et universaliste qui est le meilleur rôle de résistance au *wokisme* et à la théorie du

genre. La parité, par exemple, n'est pas la représentation de catégories, mais l'assomption du caractère général de l'humanité, faite d'hommes et de femmes. Le Pacte civil de solidarité n'est pas une mesure faite pour les homosexuels mais pour tous ceux qui ne peuvent ou ne veulent se marier. Cette approche universaliste, quelquefois critiquée comme porte d'entrée des communautarismes, en est peut-être le meilleur antidote. La réalité d'ailleurs est au rendez-vous : la parité est bien acceptée par l'opinion, et le PACS unit surtout des couples hétérosexuels.

Car s'il y a un archipel français où les différences se creusent entre communautés, religions, origines, cette situation n'est pas entièrement neuve. Faire nation entre Basques et Alsaciens, Bretons et Provençaux n'était pas simple. Unir le pays entre catholiques et protestants, clore le cycle des guerres de religions ne l'était pas non plus. La diversité de la population française exige de constants rappels à l'unité, dont nous avons l'habitude. Girondisme et décentralisation ont leurs avantages, mais il faut en faire un bon usage. Centralisation et jacobinisme ont leurs inconvénients, mais ils font partie de la culture politique française. D'ailleurs, Bonaparte parlant du jacobinisme disait que c'était « l'égalité à cheval » ! La République a donc une certaine expérience de la gestion des diversités. Car avec elle naît l'idée de citoyen. Un individu qui articule, en lui-même, ses identités privées et l'appartenance à la communauté des citoyens. L'individu ne passe pas par la médiation de communautés d'origine, de religion, d'ethnie... pour faire République. C'est en lui-même que se fait l'articulation entre ses identités personnelles et l'appartenance à la communauté nationale. L'articulation entre le privé et le commun, c'est le citoyen, pas la communauté. Plus de prison communautaire, plus d'assignation à résidence communautaire : c'est un modèle qui libère ! Alors que le *wokisme*, l'*indigénisme* ramènent l'individu à la couleur de sa peau ou à son origine, et ne conçoit un pays que comme agrégation des communautés, elles-mêmes de plus en plus disparates, intersectionnalisées à l'infini. Voilà en quoi le modèle républicain est capable de résister aux vagues dissolvantes venues du monde anglo-saxon. Et, de fait, la complaisance pour le wokisme est relativement circonscrite en France à quelques partis politiques minoritaires.

Là encore, l'ancrage dans l'histoire joue son rôle. Les États-Unis restent un pays jeune. Il a 235 ans. Chez nous, Braudel expliquait que des phénomènes actuels,

comme la prééminence du Bassin Parisien dans l'activité et le peuplement remontait à la culture Seine-Oise-Marne, c'est-à-dire au Néolithique, 3000 ans avant notre ère... Sans remonter aussi loin, les Français se sentent héritiers, de 1789 d'abord, mais aussi du temps des cathédrales ; ils donnent raison à Marc Bloch : le sacre de Clovis et la fête de la Fédération. Ils sentent bien que l'État a fait la nation. Le déconstruire ? Ce serait déconstruire la nation elle-même. Il faut construire. L'histoire des siècles et de la République sont des aventures de construction. Construire n'est évidemment pas se départir d'un esprit critique, mais comme le disait Régis Debray, on ne détruit vraiment que ce qu'on remplace. Or par quoi nos déconstructeurs remplacent-ils les cibles de leur colère ? La famille, la nation, l'histoire, la culture, seraient à déconstruire, soit ! Mais pour quel horizon ? Une atomisation générale des relations humaines et sociales ? Combattre aujourd'hui l'esclavage aboli en 1848, l'auteur du Code noir de 1685, le colonialisme mis à bas en 1962, est-ce construire ? Il serait préférable de prendre appui sur les luttes anticoloniales et anti-esclavagistes d'hier, pour combattre le racisme d'aujourd'hui, les inégalités d'aujourd'hui. Le discours de Philadelphie, par Barack Obama est plus mobilisateur pour le combat des droits civiques que la démolition de la statue du général Lee.

Du monde anglo-saxon, vient aussi bien le poison que le contre-poison : nombreux sont les auteurs qui sont à la contre-offensive : aux États-Unis d'abord, avec Bret Easton Ellis, dénonçant la victimisation, Thomas Chatterton Williams et le droit d'offenser, Lionel Shriver, qui refuse la notion d'appropriation culturelle, Bret Weinstein et son combat contre le racisme à l'université Evergreen, Yascha Mounk et le patriotisme civique au-delà des appartenances, Mark Lilla, l'auteur de *L'Amérique en miettes*, au Québec, où Jean-François Roberge, ministre de l'Éducation signe un appel commun avec Jean-Michel Blanquer pour dénoncer l'emprise du wokisme, ou en Grande-Bretagne avec Jonathan Coe montrant les ravages de la discrimination positive en Grande Bretagne, Douglas Murray et sa critique du tous contre tous, Kathleen Stock, pourfendeuse de la théorie du genre, la féministe Helen Pluckrose qui moque « le triomphe des impostures »... Pour ne citer que les États-Unis, le Canada et le Royaume-Uni. Ces auteurs souvent se félicitent de la meilleure résistance opposée en France à cette idéologie. Essayons d'être à la hauteur de leur confiance ! Car l'ancrage profond du modèle républicain dans les esprits bénéficie

sans doute du crédit apporté au libre examen et à l'esprit critique par le respect du principe de laïcité.

Démocratie comme loi de la majorité, primat de l'intérêt public sur les intérêts particuliers, passion de l'égalité, gestion intelligente des diversités, ancrage dans l'histoire : ces atouts qu'offre l'idée républicaine doivent permettre de mener la bataille. Mais il est clair que pour tenir bon et emporter la victoire, la République a besoin de Républicains, c'est-à-dire d'esprits dégagés des dogmes, dont la déconstruction est la forme la plus récente. D'esprits empreints de conscience historique car nous ne sommes pas un rassemblement de hasard, mais un peuple à la longue expérience, qui sait qu'on peut vite passer de la nation unie à « l'agrégat inconstitué de peuples désunis » qu'évoquait Mirabeau à la veille de la Révolution. Pour résister et vaincre, il faut s'appuyer sur le roc de la République : c'est elle qui a toujours fait tenir la France face aux épreuves. Et celle que nous traversons en est vraiment une.

MARIE-FRANÇOISE BECHTEL

Merci beaucoup, Jean-Yves, pour cette conclusion très emballante, au sens d'un cheval au galop.

Le lien entre la République et l'égalité n'est pas une histoire finie, comme vous l'avez dit. Peut-être aurions-nous gagné à mieux la réactiver. Souâd Ayada a été sensible à cet aspect des choses dans la conclusion de son intervention.

Vous avez dit une chose qui n'est pas assez souvent dite : la République sait gérer la diversité. C'est très juste. La République a su gérer jusqu'à présent les différents « peuples » qui la composent, l'expression de points de vue très différents dans le débat politique. Elle ne pourra gérer cette diversité dans le futur qu'avec l'appui d'une École républicaine solide qui, encore une fois, n'envoie pas à l'université des jeunes qui sont déjà, pour ainsi dire, perdus pour la science.

En tout cas vous faites mentir une phrase de Philippe Muray : « *nous vaincrons parce que nous sommes les plus faibles* » ! Vous nous avez suffisamment galvanisés pour que nous puissions penser l'inverse.

Débat avec la salle

JEAN-PIERRE CHEVÈNEMENT

« *La guerre est-elle perdue ?* » a demandé Marie-Françoise Bechtel. Nous venions d'entendre un exposé peu rassurant dans la bouche d'Hadrien Mathoux.

Il me semble, sans vouloir arbitrer entre les optimistes et les pessimistes, que nous avons perdu du terrain depuis une bonne trentaine d'années.

À la fin des années 1970, j'avais inventé le concept – légèrement polémique – de « gauche américaine » applicable à ce que l'on appelait à l'époque la « deuxième gauche », d'ailleurs liée à des ambitions électorales plus qu'à un mouvement intellectuel (on ne peut pas dire en effet que le niveau intellectuel de la « deuxième gauche » ait été tellement extraordinaire). Le concept de « gauche américaine » visait ces idées d'importation américaine mais aussi une certaine conception de la société qui était aux antipodes de la conception républicaine.

Avons-nous progressé ? Certainement pas. Pourquoi avons-nous régressé ? Je pense qu'il faut faire le lien avec l'évolution de notre société, des sociétés européennes, leur relative désindustrialisation, le poids sans cesse décroissant des couches populaires, la montée d'une petite bourgeoisie « bobo ». Tout cela a forcément des répercussions au niveau de la lutte des idées. Nous avons toujours considéré que la lutte politique et la lutte des idées allaient de pair. Il est certain que l'évolution de nos sociétés les tire vers des conceptions plutôt « bourgeoises » dissimulées sous le vocabulaire du « wokisme » qui n'est pas compréhensible si on n'a pas cette vision d'un certain déclin de l'Europe, de l'Occident en général et de la montée d'autres aires culturelles qui, généralement, se caractérisent par le particularisme plus que par l'universalisme. Je pense par exemple à l'islamisme ou au communisme chinois, aujourd'hui loin de ses sources intellectuelles. J'ai beaucoup de respect pour la Chine, c'est un grand pays, une grande civilisation. Ne nous faisons pas d'illusions, pour les Chinois, il y a la Chine et il y a le reste. J'ai beaucoup de sympathie pour le peuple russe en tant que peuple mais je constate que la conception de la nation civique n'a pas fait de progrès car l'Ukraine est quand même le témoignage d'une nation en émergence qu'il eût fallu reconnaître comme « nation civique ». Je ne reviendrai pas sur ce qui se passe dans le monde vis-à-vis de ce problème russo-ukrainien mais il est clair que

beaucoup de pays (les pays arabes, l'Inde, l'Amérique latine...) se sont abstenus lors des votes à l'ONU.

Il y a forcément des questions que nous devons nous poser :

Comment en sommes-nous arrivés là ? Comment cette culture du « wokisme », ou, pour être plus précis, l'idéologie décoloniale, raciale, toutes les formes de particularismes, ont-elles pu prendre une telle importance dans la conscience de nos contemporains ? Comment les idées des Lumières, de l'universalisme, de la République civique, nous apparaissent-elles, non pas sur le reculoir parce que je pense qu'il y a eu des moments autrement plus difficiles au XX^e siècle pour les idées de démocratie (en 1940 la victoire de l'Allemagne sur la France a été interprétée par les nazis comme une défaite des idées de 1789).

Je crois que le bon combat nous rassemble. Je tiens à vous remercier toutes et tous de votre éloquence admirable, y compris Pierre-André Taguieff qui n'était pas physiquement présent. Ce colloque est intellectuellement l'un des plus brillants que nous ayons tenus.

Nous nous sommes beaucoup instruits mais je me pose toujours un certain nombre de questions : Comment tout cela a-t-il été possible ? En trente ans nous aurions dû gagner du terrain. Cela n'a pas été vraiment le cas.

Mais le combat n'est pas perdu. Nous allons le continuer.

MARIE-FRANÇOISE BECHTEL

Vous avez-vous-même consacré un certain nombre d'ouvrages à étudier la manière dont le grand mouvement de néolibéralisme économique, conduit par ce que vous avez appelé l'hégémon politique américain, a constitué un véritable raz-de-marée, notamment sur les pays européens et tout particulièrement sur la France. Il en est résulté un engouement pour la culture américaine, pour une forme d'universalisme, qui n'est pas le nôtre, mais un universalisme qui a tendance à nous faire importer ce qui semble universel : c'est là peut-être un début de réponse à votre question.

C'est la raison pour laquelle l'égalité dans et par la République est la question – non encore résolue – qui m'interpelle le plus. Ce n'est pas une raison pour dire que nous n'allons pas la résoudre, ni même que la République n'est pas mieux armée pour la résoudre. Mais je crois pour ma part que cette question est encore devant nous.

Je donne la parole au président de notre conseil scientifique.

BENJAMIN MOREL

Bonjour à tous et merci de me donner la parole.

Dans ce débat, je me rangerai plutôt du côté des Cassandre, malheureusement. Outre les arguments qui ont pu être avancés, je crois qu'il y a également un enjeu en termes d'autonomie de notre champ culturel.

Je prendrai l'exemple de l'université.

Je suis juriste à Paris II. Ce n'est pas forcément l'endroit où le « wokisme » a le plus pénétré. Mais dans une vie antérieure j'ai été politiste à l'ENS Cachan où les débats étaient un peu autres. Comme cela a été dit, pour un jeune doctorant il convient de s'inscrire dans cette perspective s'il veut être recruté. On est dans une situation de raréfaction extrême des postes où par ailleurs l'université anglo-saxonne joue un rôle. En effet, pour être recruté comme politiste ou comme sociologue il faut avoir fait un post-doctorat aux États-Unis ou dans le monde anglo-saxon. Post-doctorat où l'on n'est admis que si l'on se plie aux exigences « wokistes ». Si vous ne publiez pas dans une revue anglo-saxonne, si vous ne passez pas sous les fourches caudines des sciences sociales anglo-saxonnes, vous ne serez pas recruté en France.

La question se pose donc aujourd'hui de l'autonomie de notre université. Est-elle capable de sortir de ces grands réseaux internationaux ? A-t-elle intérêt à le faire ? Cela lui permettrait d'autonomiser les champs de recherche, ce que l'internationalisation lui interdit aujourd'hui.

Ensuite il y a la question de la jeunesse. Ne nous leurrions pas : ce n'est pas principalement l'École qui fait pénétrer ces théories dans la jeunesse. Hadrien Mathoux connaît comme moi le sondage IFOP qui avait été fait sur la laïcité auprès des jeunes. Un sondage Harris sur la question du « wokisme », paru il y a environ un an, montrait à quel point ces théories ont profondément pénétré une jeunesse qui, en effet, biberonne à des produits anglo-saxons de grande consommation (tel *Netflix*) qui portent ce type d'idéologie.

Comment arriver à faire exister une vision alternative, la vision française, la vision républicaine, en dépit de cette domination anglo-saxonne au niveau universitaire comme au niveau culturel ?

On peut toujours espérer que surgissent outre-Atlantique des résistants qui renversent le paradigme culturel. Mais, de notre point de vue, je pense que nous devons agir à l'intérieur de nos frontières.

MARIE-FRANÇOISE BECHTEL

L'autonomie culturelle et universitaire que vous appelez de vos vœux est-elle dissociable de notre état de vassalisation économique par rapport notamment à la dominance venue d'outre-Atlantique (je pense aussi bien aux GAFAs qu'à l'économie pure et dure) ?

NATHALIE HEINICH

On pourrait parler très longtemps des problèmes des universités. Je pense que le principal outil dont nous disposons sont les lois qui protègent notre modèle. Malheureusement nos représentants ne semblent pas toujours en être conscients et ne font pas tout ce qu'il faut pour le protéger. Je prends l'exemple tout récent des fameuses « hijabeuses ». Le Sénat a retoqué un amendement imposant l'interdiction du foulard islamique dans les compétitions sportives, amendement qui n'a pas été inclus dans la loi sur le sport votée la semaine dernière par les députés. C'était pourtant l'occasion de faire à propos du sport ce qui a été réussi en 2004 avec la loi sur l'interdiction des signes religieux à l'école. Nous avons le recul suffisant qui permet d'affirmer que cette loi a permis de résoudre beaucoup de problèmes sans entraîner de mise à l'écart des jeunes musulmanes. Nous avons donc ce retour d'expérience, nous avons les fondements des raisons pour lesquelles il ne faut pas accepter que soit imposée une norme qui, affirmant qu'une musulmane doit être voilée dans l'espace public, laisserait libre cours aux pressions communautaires et à l'affirmation d'une idéologie sexiste. Or, les députés n'ont pas saisi cette occasion. Il y a là un travail à faire pour rappeler aux parlementaires les enjeux de la législation et susciter une prise de conscience car c'est notre dernier rempart. Il faudrait aussi une loi beaucoup plus restrictive sur

l'écriture excluante (je préfère l'appeler « excluante » plutôt qu'« inclusive »). Nous devons prendre conscience que si nous ne réglons pas ces questions-là par des lois, par des réglementations, nous n'y arriverons pas, en raison de la force des réseaux sociaux et des effets régressifs de la compulsion à se protéger derrière des affinités immédiates. Il est toujours plus facile de se référer à sa famille, à sa tribu, à son clan, à sa religion. C'est une pente facile, régressive, par rapport à laquelle l'effort de comprendre la pensée républicaine, l'effort de penser notamment la laïcité, est exigeant. Il faut l'enseigner.

Si nous ne résistons pas fermement, tant au niveau de l'enseignement de ces principes à l'école qu'au niveau de la pression sur nos représentants pour qu'ils légifèrent en faveur du maintien de notre modèle nous n'y arriverons pas.

DANS LA SALLE

Benjamin Morel a montré qu'au-delà de l'enseignement à l'École ou à l'université, c'est par le biais culturel et notamment par des plateformes américaines géantes que l'imprégnation du « wokisme » se fait. Le service public français ne pourrait-il mettre à la disposition de la jeunesse des contenus qui reflètent la manière de voir de la France et un certain universalisme ? Je déplore qu'aujourd'hui ce que produit France Télévision à destination des jeunes est très loin de l'universalisme républicain.

MARIE-FRANÇOISE BECHTEL

Alors même que les séries françaises connaissent un certain succès à l'étranger...ce serait un vecteur.

DANS LA SALLE

En filigrane, vous avez évoqué aussi la question de la laïcité et la question du retour du religieux sous une forme un peu inhabituelle, très « identitarisée », d'une certaine façon.

Ce retour du religieux ne vient-il pas combler un manque d'idéologie au sens le plus fédérateur du terme ? La République ayant cessé d'être un signifiant porteur de sens pour des jeunes générations, un vecteur d'égalité, on se réfugie dans le religieux après la déchéance de toutes les grandes idéologies (socialisme, communisme...) qui prétendaient que l'État pouvait incarner un certain socle de valeurs et n'était pas simplement un agent du marché.

Cette disparition-là, entraînant un retour du religieux identitarisé, n'a-t-elle pas aussi contribué à empêcher la République d'être ce socle de valeurs communes qui permet d'échapper à la déconstruction ?

NATHALIE HEINICH

Je pense qu'il y a d'autres problèmes et notamment le blocage de la mobilité sociale, qui empêche les gens de s'investir dans un futur de progression, comme cela a été le cas, au moins avant et pendant les Trente Glorieuses. Ce blocage-là est dramatique parce que les gens n'ont devant eux, pour se sentir portés vers l'avenir, que des possibilités cadrées par des formes religieuses.

Je ne pense pas qu'il faille parler de retour du religieux : il faut parler d'offensive de l'islamisme politique. C'est très différent. Ce n'est pas le religieux en général mais c'est une religion très particulière, sous une forme fondamentaliste, politisée, qui prétend imposer la subordination des lois de la République par rapport aux lois religieuses. Il faut être très ferme là-dessus et arrêter de se laisser impressionner par le chantage à l'islamophobie. Dénoncer l'islamisme politique n'est pas être contre les musulmans, mais contre ce qui opprime une grande partie des musulmans, à savoir le fondamentalisme islamique.

DANS LA SALLE

Si ces idéologies ont progressé, c'est tout simplement parce qu'elles ont facilité l'application des contre-réformes. Ces idéologies ont permis de casser les organisations syndicales, dans l'Éducation nationale et ailleurs. Il y aurait beaucoup à dire là-dessus.

MARIE-FRANÇOISE BECHTEL

Je pense que les organisations dont vous parlez y ont mis du leur également.

ANNE-MARIE LE POURHIET

J'ajouterai un complément dans l'analyse des causes de tous ces phénomènes. L'Université, la recherche, les intellectuels, jouent certainement un grand rôle dans la diffusion de cette idéologie et le cheminement transatlantique passe incontestablement par l'Université. Mais tout de même, il faut bien admettre que nos institutions politiques et administratives sont également complètement intoxiquées et que cela transite en grande partie par les institutions et le droit européens eux-mêmes infiltrés par les doctrines multiculturelles et intersectionnelles. L'État et les pouvoirs publics laissent filer tout cela depuis des décennies.

Je reçois à longueur de temps des services centraux de mon Université des courriels en écriture inclusive et des invitations à participer à des colloques, réunions, programmes de recherche et manifestations diverses et variées relatives au genre, à la diversité, à l'égalité, à la domination ou à la « lutte contre » tous les fléaux que véhiculerait un modèle patriarcal hétéronormé et racisé. Je constate que la seule chose qui ait été faite pour interdire l'écriture inclusive est une circulaire d'Édouard Philippe, Premier ministre, visant uniquement la publication des actes normatifs au Journal officiel : les lois, les règlements et les décisions individuelles etc. ne doivent pas être rédigés en écriture inclusive, mais c'est tout. Quant au ministre de l'Éducation nationale, il s'est borné à rédiger une petite circulaire prohibant l'écriture inclusive uniquement dans l'enseignement lui-même mais pas du tout dans l'administration scolaire ni dans les relations avec les élèves et parents. Nous avons des témoignages de parents qui reçoivent en permanence des courriers de l'école en écriture inclusive.

En réalité, il y a une faiblesse insigne du pouvoir politique sur ces sujets. Et quand on cherche la traçabilité de toutes ces normes qui affluent à la fois sur l'Université, l'administration, les entreprises etc., on tombe sur des programmes européens. Lorsque, dans le but de « *refléter la diversité* » et de lutter contre « *les stéréotypes profondément ancrés dans les comportements individuels et collectifs* », la commissaire à l'égalité Helena Dalli demande à ses services de

préparer un « Manuel de la communication inclusive » destiné aux fonctionnaires de Bruxelles, que l'on ne nous dise pas que c'est l'Université ! Il est évident que c'est le pouvoir européen qui est complètement infiltré. Quand la convention sur l'avenir de l'Europe, lancée à grands fracas par les institutions européennes, se fait au moyen d'une affiche où l'on voit une femme voilée, le message est clair : l'avenir de l'Europe c'est le voile islamique ! Il faut donc interroger la source du pouvoir. L'Université, je veux bien mais les recherches et les laboratoires universitaires en sciences sociales sont largement financés par des fonds et des programmes nationaux et européens fléchés. Il y a donc une volonté politique qu'il en soit ainsi.

MARIE-FRANÇOISE BECHTEL

Merci d'avoir ajouté cette précision très utile au débat.

Nous vous remercions tous.

Comme l'a dit Jean-Pierre Chevènement, les interventions ont été particulièrement passionnantes ce soir et nous allons tous partir mieux armés.

En effet, ce qui nous guette demain sera ou le relativisme absolu ou le renouveau des idéaux collectifs. Ces derniers auront besoin d'être charpentés et quelle meilleure structure leur apporter que celle du ciment républicain qui laisse coexister des visions du monde qui peuvent être différentes, tout en offrant leur possibilité de se réunir autour de la citoyenneté ? C'est cette offre qui doit être sur la table.

Quel est le moyen d'y parvenir ? Il y a cette alchimie un peu mystérieuse qui dans notre pays unit l'idée nationale et l'idée de civilisation, alchimie si bien décrite dès les années 1930 par Ernst Robert Curtius. Il y a aussi la rémanence de la construction révolutionnaire complétée par l'idéal de laïcité. Ce sont des bases dont il est permis de penser qu'elles subsisteront envers et contre tout. Mais quel sera l'agent chimique qui permettra demain une nouvelle synthèse de ces éléments ? La pensée philosophique a montré que son souci principal n'était pas notre futur collectif et peut-être cela vaut-il mieux ainsi. La vocation de la philosophie n'est pas de servir de prétexte aux mouvements de la société. C'est au fond ce que Socrate disait à Protagoras. C'est plutôt sans doute vers les défis que porte la construction du « monde de demain » qu'il faut se tourner : après tout, la

culture de la dénonciation n'offrira pas beaucoup de perspectives pour résoudre les besoins pressants du monde qui vient, les défis énergétiques, sanitaires voire militaires. La démocratie pure semble plutôt désarmée là où la démocratie républicaine peut apporter une volonté.

Encore faut-il savoir la susciter par l'éducation, par l'appui apporté à la recherche et plus généralement aux dispositifs de cohésion nationale. C'est je crois une conclusion qui nous réunit tous.

Annexe

Déconstruction, *cancel culture*, « wokisme » : sur l'expansion géographique et civilisationnelle de la « *French Theory* » - le cas de la Russie

Notre fondation a souhaité interroger Alexeï Rutkevich, professeur de philosophie, directeur scientifique de la faculté des sciences humaines à l'École des hautes études en sciences économiques (HSE) de Moscou, sur l'extension en Russie des idées déconstructionnistes et de ses effets (« wokisme ») afin de mieux cerner l'espace dans lequel cette offensive idéologique se déroule. Ses réponses qui nous ont semblé du plus vif intérêt figurent ci-après.

Nous adressons nos vifs remerciements à Natalia Routkevitch qui a favorisé l'échange et assuré la traduction.

Questions.

- Y-a-t-il eu en Russie un écho de la « *French Theory* » ? Dans quelles parties des universités et de la recherche ?

- Plus généralement, les idées de la « déconstruction » ont-elles rencontré un écho ? Si oui, dans quel domaine et sous quelle forme ?

- Y-a-t-il aujourd'hui en Russie des réflexions tendant à la mise en cause systématique, depuis le langage jusqu'aux comportements sociaux, des phénomènes regardés comme de domination (sexe, genre, race, position de pouvoir héritée, etc.) ?

Réponses.

1 - Le courant qu'on a appelé aux États-Unis « *French Theory* » et que l'on désigne souvent sous le nom de « postmodernisme » a commencé à pénétrer en URSS assez tôt, car il était initialement considéré comme une version du structuralisme. Or ce dernier avait déjà suscité un intérêt considérable car Moscou, Leningrad et Tartu (en Estonie) comptaient de nombreux linguistes qui étaient les héritiers de l'école dite du formalisme des années 1920. L'intérêt pour la pensée française, que ce soit en philosophie ou en sciences humaines, était

considérable. Il s'inscrit dans une tradition nationale assez longue, remontant au Siècle des Lumières.

Ainsi, il y a un demi-siècle, les historiens s'intéressaient à l'École des Annales, les psychologues et les médecins à la psychanalyse, tandis que les ethnographes se familiarisaient avec les théories de leurs collègues français. Lors de conférences et de symposiums, ils côtoyaient ceux qui parlaient du problème de l'inconscient psychique en utilisant la terminologie de Lacan, et du totémisme en s'inspirant de Lévi-Strauss. La diffusion du structuralisme a également été facilitée par le fait qu'Althusser et Godelier étaient communistes et publiaient leurs travaux dans *La pensée*, la revue théorique du PCF. Certains ouvrages importants (*Anthropologie structurale*, *Les mots et les choses*) ont été traduits et publiés en URSS. Des spécialistes très qualifiés, comme par exemple Natalia Avtonomova, ont beaucoup fait pour populariser le structuralisme français et ce qu'on appelait alors le « poststructuralisme » et le « postmodernisme ». Mais, dans l'ensemble, pendant l'ère soviétique, l'intérêt pour ces idées ne sortait presque pas d'un petit cercle de la communauté universitaire.

La situation a changé avec l'effondrement de l'URSS et la disparition du contrôle idéologique. De nombreuses œuvres ont alors été traduites et publiées librement, et l'intérêt des étudiants et de la jeunesse pour cette pensée est allé croissant. Une sorte de vide idéologique qui s'était formé durant les années soviétiques a été comblé par toutes sortes de théories - de Popper et Hayek à Foucault et Derrida. Les partisans de Lacan s'efforçaient de tenir tête au freudisme orthodoxe, qui était revenu en Russie. Des adeptes américains de la *French Theory* ont joué un rôle important dans sa diffusion internationale, des universités des États-Unis octroyant de nombreuses bourses à de jeunes chercheurs désireux de connaître les écrits des maîtres-penseurs parisiens et de produire des travaux dans le même esprit. C'était une époque d'une grande confusion, car Bourdieu et Baudrillard, Derrida et Foucault, Bataille et Lyotard étaient tous inclus dans le « postmodernisme », devenu très à la mode, sans qu'on s'aperçoive des nombreuses différences entre ces auteurs. Bien sûr, quelques chercheurs sérieux dans divers domaines des sciences humaines ont pu s'élever au-dessus du lot et avoir des idées claires (par exemple, Valeri Podoroga en philosophie, Sergueï Zenkine en philologie, etc.), mais le niveau moyen de ceux qui avaient appris le langage de la « *French Theory* » dans ces années-là (comme par exemple des historiens qui ont été séduits par le « tournant linguistique » ou le « narrativisme ») laissait à désirer. Aujourd'hui, on peut encore trouver, dans

certaines universités, des chercheurs qui restent fidèles à la pensée des maîtres français, mais je ne suis pas sûr que la plupart d'entre eux lisent le français ; malheureusement, cette langue est de moins en moins étudiée en Russie, où l'on se contente de l'anglais, comme partout ailleurs.

2 - D'ailleurs, c'est cette prévalence de l'anglais qui explique, du moins en partie, que les idées de « déconstruction » arrivent en Russie non pas en provenance de France, mais des États-Unis, et plus précisément des campus universitaires américains, où les textes fondateurs ont subi une transformation radicale. Même parmi les philosophes professionnels, des spécialistes capables de comparer la pensée de Derrida avec la philosophie de Heidegger sont extrêmement rares, mais pour une personne travaillant dans la tradition de la philosophie analytique, traiter ces sujets n'a plus aucun intérêt.

Aujourd'hui, bon nombre d'intellectuels russes voient les termes mêmes de « postmoderne » et de « déconstruction » de manière extrêmement négative, car ils sont souvent perçus comme équivalents de « *anything goes* » en épistémologie et en éthique scientifique, voire comme des « *fake news* » en matière de communication de masse.

Les idées des penseurs français de la déconstruction naissent dans les milieux de gauche, et sont inspirées, d'une manière ou d'une autre, par différentes versions du marxisme, qu'il s'agisse du trotskisme ou de la théorie critique de l'école de Francfort. Or, dans la Russie des années 1990, c'est le libéralisme le plus rudimentaire qui a été roi. Ceux qui s'y opposaient, c'étaient les communistes ou les « étatistes », souvent proches de l'Église orthodoxe. Durant le dernier quart de siècle, la situation a changé, mais une école de pensée « déconstructionniste » digne de ce nom n'a toujours pas fait son apparition. Ainsi, si on cherche des fondements théoriques des « libéraux non systémiques » (c'est ainsi qu'on appelle Alexeï Navalny et ceux qui sont proches de lui), ils théorisent – lorsqu'ils le font – plutôt dans l'esprit de la « société ouverte » de Popper. Ce n'est pas un hasard car ces opposants au Kremlin sont souvent subventionnés par la Fondation Soros qui promeut ces idées. Pour ce qui est de l'opposition de gauche et d'extrême gauche, qui est assez importante, elle trouve, aujourd'hui, ses inspirations plus chez Staline que chez Marx. Elle veut combattre le capitalisme et proclame une « lutte des classes », alors qu'aucun des partis ou groupuscules de gauche n'a le moindre lien avec les syndicats.

Les « grands récits » ne sont pas morts en Russie. Ils sont, au contraire, dans une phase de construction intense. Ainsi, il n'y a pas d'environnement propice au développement des idées de « déconstruction ». Parmi les jeunes, les porteurs des idées radicales sont peu nombreux, et ces derniers ne sont pas inspirés par Derrida et Foucault, mais par le *Manifeste du parti communiste* ou par une sorte d'« eurasisme de gauche » (*note du traducteur: Selon des théories de l'eurasisme développées par les intellectuels russes de l'émigration (Nikolai Troubetskoï , Piotr Savitskii, Georges Florovsky, Roman Jakobson, etc.) dans les années 1920-1930, l'ensemble formé par la Russie et ses voisins proches, notamment les peuples d'Asie, doit être perçu comme une « entité continentale » à part entière, appelée Eurasie. L'identité russe naît d'une fusion originale entre les éléments slave et turco-musulman, et la Russie constitue un « troisième continent » situé entre l'Occident et l'Asie. Depuis les années 1990, ces idées connaissent un regain de popularité en Russie, notamment dans les cercles du pouvoir, grâce à l'intellectuel Alexandre Douguine.*)

3 - Les thèmes de la domination politique, économique et sociale, des structures et formes du pouvoir, font, naturellement, l'objet d'études universitaires, d'articles dans la presse et, plus largement, de publications dans la sphère médiatique, laquelle a connu depuis la chute de l'URSS une croissance exponentielle. Néanmoins, ce que l'on appelle en France les « questions sociétales » ne suscite pas un grand intérêt en Russie. D'ailleurs, je noterai que la situation de la plupart des pays d'Europe de l'Est est assez similaire à cet égard. Toutes ces sociétés partagent l'expérience de décennies de communisme, avec son économie planifiée et son rapport à la question des minorités, quelles qu'elles soient. L'égalité des sexes et l'internationalisme n'ont pas seulement été bruyamment proclamés par la propagande, mais ont été, dans une large mesure, mis en œuvre dans la pratique. Tandis que l'effondrement de l'URSS a entraîné, d'un côté, une augmentation des conflits inter-ethniques et, de l'autre, la destruction des institutions qui avaient favorisé l'égalité des sexes.

Par exemple, avec la transition vers le capitalisme, beaucoup d'entreprises employant des femmes ont fermé ou drastiquement réduit leurs effectifs ; d'autres se sont débarrassées des anciennes infrastructures, qui comprenaient des crèches accueillant les enfants des mères qui y travaillaient. Les tentatives d'apprendre aux femmes russes à parler le langage des féministes occidentales ont échoué notamment parce que ceux qui avaient propagé ces discours et qui voulaient

occuper cette niche idéologique du féminisme occidental étaient des soutiens inconditionnels de Boris Eltsine et de son entourage néolibéral-monétariste (qui, de fait, a beaucoup dégradé l'autonomie des femmes russes).

La grande majorité des Russes est totalement indifférente aux homosexuels et trouve normale la liberté de choisir les partenaires sexuels selon ses envies, à condition que la présence de ces minorités dans l'espace public ne soit pas trop bruyante ou trop revendicative, qu'il s'agisse des « *gay prides* » ou des discussions sur l'adoption des enfants par des couples de même sexe. Ce n'est pas quelque chose d'imposé d'en haut, c'est la façon de penser du citoyen et de l'électeur moyen. Je ne pense pas que le goût pour l'autoritarisme, sans parler du totalitarisme, soit chez les Russes plus prononcé que chez les Hongrois, les Polonais ou les Bulgares, mais les phénomènes qui se banalisent non seulement sur les campus américains mais aussi dans les rues ou dans l'espace public occidental (les manifestations de « wokisme », le mouvement *Black Lives Matter*, etc.) provoquent, dans tous ces pays de l'Est, l'irritation, voire la moquerie. Et je ne parle même pas de quelques staliniens ou fondamentalistes orthodoxes ; même notre presse libérale est très critique vis-à-vis de ce « festival de la désobéissance ». On dirait que nos élites pro-occidentales se sont enfin rendu compte que les pays qu'elles ont pris pour modèles vivaient un déclin et étaient profondément remis en cause par leurs propres habitants ; et, par conséquent, les Russes pro-occidentaux ont décidé qu'eux-mêmes incarnaient et défendaient des valeurs européennes mieux que tous ces « barbares » qui déboulonnent les statues et rejettent en bloc l'héritage civilisationnel occidental. Pour ce qui est de la destruction des monuments pour des raisons idéologiques, les bolcheviks n'y sont pas allés de main morte, et la Russie se souvient encore fort bien de cette époque. Ce qui explique peut-être une certaine réserve et indifférence qui prévalent face à ces discours et ces actes, « *full of sound and fury, signifying nothing* ».

Du côté des étudiants, je vois surtout de l'indifférence pour les idées de la déconstruction. La Russie est un pays multiethnique ; dans les universités, personne ne se soucie de l'origine de ses camarades ; pour ce qui est des rapports entre les sexes, il y a beaucoup plus d'étudiantes que d'étudiants dans l'éducation supérieure en Russie (à l'exception des établissements en technologies appliquées et des écoles militaires). Environ la moitié des étudiants font des études aux frais de l'État ; l'autre moitié paie l'enseignement de sa poche. Pour eux, la priorité, c'est d'obtenir rapidement une spécialisation, de trouver un poste et de rentabiliser leurs dépenses.

Les éventuels conflits entre étudiants et enseignants ne relèvent pas des questions de domination, de discrimination de race ou de genre, de « *cancel culture* » ni d'autres problématiques « *woke* », mais s'inscrivent dans une logique de marché : nous payons pour un service et nous pouvons exiger notre dû, car « le client a toujours raison ». J'ai du mal à imaginer que des étudiants russes se lancent dans la destruction de statues sous prétexte que tel ou tel écrivain ou savant était un aristocrate et vivait donc, au milieu du XIX^e siècle, « comme un seigneur féodal » aux dépens de ses serfs. Il est encore plus difficile d'imaginer qu'une conférence donnée par une femme soit perturbée par des féministes qui la considèrent comme une « traîtresse » à leur grande cause. De nombreux problèmes et conflits socio-politiques présents dans la société russe ne se traduisent pas dans le langage de la « déconstruction », du « savoir-pouvoir », de la « déterritorialisation » et autres concepts similaires.

En résumé, en Russie, nous ne sommes pas encore suffisamment avancés sur la « voie du progrès » pour que nos jeunes veuillent briser les statues de Pouchkine ou de Gogol. Le problème est ailleurs : ces auteurs sont de moins en moins lus.

On peut s'attendre à ce que certains thèmes prennent, dans une vingtaine d'années, beaucoup plus de place dans le débat public, à mesure que des changements interviendront dans la structure ethnique, démographique et sociale. Déjà, aujourd'hui, l'afflux d'immigrants provenant d'Asie centrale suscite des conflits ; or ces immigrés fondent des familles, et leurs enfants grandissent ici. Mais je ne pense pas que ces conflits seront abordés dans les termes posés par la « *French Theory* ». D'ici là, l'engouement pour ces idées va sans doute se calmer aussi bien aux États-Unis qu'en Europe occidentale. Il est peu probable que les protestations et mouvements de masse qui vont secouer nos sociétés soient décrits et compris à travers une grille qui renvoie à Mai 68. Je ne vois pas comment le mouvement des Gilets jaunes ou les actions actuelles des camionneurs canadiens, si on ne prend que ces deux exemples, pourraient être analysés à travers la « déconstruction de la métaphysique ».

Évidemment, nous sommes tous conscients que, dans un contexte marqué par le déclin de l'enseignement scolaire, les médias actuels – Facebook, TikTok, etc. – ont un impact colossal sur des individus qui s'apparentent à une feuille blanche, intellectuellement démunis face aux innombrables flux d'informations contradictoires qui s'abattent sur eux. Les « simulacres » ainsi fabriqués remplacent la réalité. Mais la réalité finit par revenir et par prendre sa revanche

sur les élites narcissiques, qui commencent elles-mêmes à croire aux clichés idéologiques créés à leur initiative. Aujourd'hui, c'est ce qui semble arriver à la gauche européenne. Observateur occasionnel des élections françaises que je suis, je comprends où, aujourd'hui, va le vote des travailleurs français et à quel point les chances de percer d'un Mélenchon adoptant la rhétorique des études postcoloniales et d'autres fruits de la « *French Theory* » sont minimes.

Baudrillard a intitulé l'un de ses livres *Oublier Foucault* ; aujourd'hui, on pourrait en écrire un qui aurait pour titre *Oublier Derrida*. Ce qui ne veut pas dire que je tienne en piètre estime ce brillant penseur. J'ai eu le plaisir d'écouter ses conférences. Mais ses œuvres n'ont presque aucune ressemblance avec ce qui est, aujourd'hui, associé au mot déconstruction. Tout comme Bourdieu n'a rien à voir avec le discours actuel sur le « capital symbolique », et Barthes et Foucault avec la « mort de l'auteur ». En donnant des cours à des étudiants en troisième cycle de philosophie, j'ai découvert qu'aucun d'entre eux n'avait jamais entendu les noms de Bernard-Henri Lévy ou d'André Glucksmann. Or, si l'ignorance de ces personnages burlesques par les spécialistes en philosophie n'est pas de nature à me chagriner, le fait que les écrits des fondateurs de la « *French Theory* » soient, eux aussi, ignorés ou oubliés m'attriste nettement plus.

Car ces écrits contenaient déjà l'ensemble des critiques contre le passé et le présent de la civilisation occidentale, celles mêmes qu'on entend aujourd'hui, mais exprimées de manière radicalement différente. La dispute actuelle entre « pères » et « fils » est très amusante : les participants à Mai 68 qui se sont approprié le langage de Deleuze et Foucault accusent d'extrémisme leurs successeurs (qu'il s'agisse des membres de BLM, d'écologistes radicaux, des partisans du mouvement *child-free*, etc.), bien que ces derniers n'aient fait que tirer des conclusions des prémisses posées par les pères.

PUBLICATIONS RÉCENTES

FRANCE-ALLEMAGNE : CONVERGENCES ET DIVERGENCES DES INTÉRÊTS FONDAMENTAUX À LONG TERME

Colloque du mardi 15 février 2022

LA DETTE

Séminaire du jeudi 20 janvier 2022

LA POLITIQUE ÉTRANGÈRE DE LA FRANCE DANS LES DEUX DERNIÈRES DÉCENNIES : BILAN ET PERSPECTIVES

Colloque du mardi 7 décembre 2021

ÉCOLOGIE ET PROGRÈS

Colloque du mercredi 24 novembre 2021

LA SOUVERAINETÉ ALIMENTAIRE, UN ENJEU POUR DEMAIN

Colloque du jeudi 21 octobre 2021

QUELLES INSTITUTIONS POUR DEMAIN ?

Colloque du mercredi 22 septembre 2021

LA FORMATION DES PROFESSEURS DES ÉCOLES, UN ENJEU MAJEUR POUR LE XXI^E SIÈCLE

Colloque du mercredi 19 mai 2021

COMMENT PENSER LA RECONQUÊTE DE NOTRE INDÉPENDANCE INDUSTRIELLE ET TECHNOLOGIQUE ?

Colloque du mardi 13 avril 2021

ÉTATS-UNIS : CRISE DE LA DÉMOCRATIE ET AVENIR DU « LEADERSHIP » AMÉRICAIN

Colloque du mardi 9 mars 2021

L'ALLEMAGNE ET LA CONSTRUCTION DE LA STABILITÉ EUROPÉENNE

Colloque du mercredi 10 février 2021

ENSEIGNER LA RÉPUBLIQUE

Séminaire du mercredi 20 janvier 2021

LA POLITIQUE DE RECHERCHE, ENJEU POUR L'AVENIR

Colloque du jeudi 26 novembre 2020

LA CHINE DANS LE MONDE

Colloque du mardi 17 novembre 2020

LE RETOUR DE L'ÉTAT, POURQUOI FAIRE ?

Séminaire du mardi 6 octobre 2020

**DE L'ARRÊT DU TRIBUNAL CONSTITUTIONNEL DE KARLSRUHE DU
5 MAI 2020 À LA RELANCE BUDGÉTAIRE ET MONÉTAIRE : LES CHEMINS
D'UN LEADERSHIP EUROPÉEN ?**

Séminaire du mardi 22 septembre 2020

**L'AVENIR DE L'INDE, ENTRE INTÉRÊT NATIONAL ET ASPIRATIONS
RÉGIONALES ET MONDIALES**

Séminaire du mercredi 9 septembre 2020

**ISLAMISME (ISLAM POLITIQUE) ET DÉMOCRATIE DANS LE MONDE
MUSULMAN : QUELLE(S) GRILLE(S) DE LECTURE ?**

Colloque du mercredi 4 mars 2020

**IRAN, ÉTATS-UNIS, OÙ LA CRISE AU MOYEN-ORIENT NOUS
CONDUIT-ELLE ?**

Colloque du mercredi 5 février 2020

QUELLE RECOMPOSITION POLITIQUE POUR LA FRANCE ?

Colloque du mardi 3 décembre 2019

QUELLE RECOMPOSITION GÉOPOLITIQUE DU CAPITALISME ?

Colloque du mardi 5 novembre 2019

**L'IMPACT DES TECHNOLOGIES NUMÉRIQUES SUR LE TRAVAIL ET
L'EMPLOI**

Colloque du mardi 24 septembre 2019

**IMMIGRATION ET INTÉGRATION – TABLE RONDE AUTOUR DE
PIERRE BROCHAND**

Séminaire du mardi 2 juillet 2019

DÉFIS ÉNERGÉTIQUES ET POLITIQUE EUROPÉENNE

Colloque du mardi 18 juin 2019

L'EURO VINGT ANS APRÈS, BILAN ET PERSPECTIVES

Colloque du lundi 6 mai 2019

LA SOUVERAINETÉ EUROPÉENNE, QU'EST-CE À DIRE ?

Colloque du mardi 16 avril 2019

**LA BAISSÉ DE LA NATALITÉ ET LES PERSPECTIVES DE LA
DÉMOGRAPHIE FRANÇAISE**

Séminaire du mardi 2 avril 2019

OÙ VONT LES ÉTATS-UNIS ?

Colloque du mardi 29 janvier 2019

SITUATION DE L'ITALIE, RÉALITÉ ET PERSPECTIVES

Colloque du mercredi 5 décembre 2018

**ORDOLIBÉRALISME, MERCANTILISME ALLEMAND ET FRACTURES
EUROPÉENNES**

Colloque du lundi 19 novembre 2018

LE DROIT CONTRE LA LOI

Colloque du lundi 22 octobre 2018

L'EUROPE FACE À L'EXTRATERRITORIALITÉ DU DROIT AMÉRICAIN

Colloque du lundi 24 septembre 2018

NOTES ET ÉTUDES :

Parues récemment :

- **Matthieu Lahaye**, spécialiste des questions éducatives et membre du Conseil scientifique de la Fondation Res Publica , « **Remettre l'École au cœur de la République** », mars 2022.
- **Jean-Éric Schoettl**, conseiller d'État (h), secrétaire général du Conseil constitutionnel de 1997 à 2000, membre du Conseil scientifique de la Fondation Res Publica, « **La souveraineté nationale à l'épreuve de la notion européenne d'État de droit** », février 2022.
- **Sylvain Hercberg**, ancien cadre d'EDF, membre du Conseil scientifique de la Fondation Res Publica, auteur de *Sur le système électrique en France* (l'Harmattan, 2019), « **Le programme de la nouvelle coalition allemande en matière énergétique : enjeux et perspectives** », janvier 2022.
- **Marie-Françoise Bechtel**, présidente de la Fondation Res Publica, et **Benjamin Morel**, président du Conseil scientifique, « **Une V^{ème} République rénovée – Les propositions de la Fondation Res Publica** », janvier 2022.
- **Joachim Sarfati**, « **L'Europe de l'armement, vecteur de puissance ou braderie des moyens de notre indépendance** », septembre 2021.
- **Baptiste Petitjean**, ancien directeur de la Fondation Res Publica, « **Allemagne, un sursaut inattendu** », juin 2020.
- **Marie-Françoise Bechtel**, présidente de la Fondation Res Publica, membre du Conseil d'administration de l'IFRI, ancienne parlementaire, Conseiller d'État (h), « **L'ordolibéralisme allemand, obstacle à la puissance européenne** », mai 2020.
- **Anne-Marie Le Pourhiet**, Professeur de droit public à l'Université Rennes 1, membre du Conseil scientifique de la Fondation Res Publica, « **La gestation historique et juridique de la souveraineté nationale et populaire** », mai 2020.
- **Jean-Éric Schoettl**, conseiller d'État (h), membre du Conseil scientifique de la Fondation Res Publica, « **La souveraineté nationale à l'épreuve du droit européen** », mai 2020.

NOTES DE LECTURE :

Parues récemment :

- « **Le nucléaire civil, une industrie d'avenir** », note de lecture de l'ouvrage de Cédric Lewandowski, *Le Nucléaire* (Que sais-je ? 2021), par Guillaume Servant.
- « **La crise du modèle néolibéral et l'avenir du capitalisme** », note de lecture de l'ouvrage de Patrick Artus et Marie-Paule Virard, *La dernière chance du capitalisme* (Odile Jacob, 2021), par Joachim Sarfati.
- « **La recherche française victime d'une contamination militante ?** », note de lecture de l'ouvrage de Nathalie Heinich, *Ce que le militantisme fait à la recherche* (Gallimard, Tracts, 2021), par Joachim Imad, directeur de la Fondation Res Publica.
- « **Le rôle moteur de l'État dans l'innovation** », note de lecture de l'ouvrage de Mariana Mazzucato, *L'État entrepreneur, pour en finir avec l'opposition public-privé* (2015 ; trad. Fayard, 2020), par Guillaume Mars.
- « **L'assimilation et le modèle républicain français** », note de lecture de l'ouvrage de Raphaël Doan, *Le Rêve de l'assimilation* (Passés composés, 2021), par Joachim Imad, directeur de la Fondation Res Publica.
- « **La dépendance aux métaux rares et les contradictions de la transition énergétique et numérique** », note de lecture de l'ouvrage de Guillaume Pitron, *La guerre des métaux rares* (Les liens qui libèrent, 2018), par Joachim Imad, directeur de la Fondation Res Publica.
- « **Assiste-t-on à une renaissance des classes populaires ?** », note de lecture de l'ouvrage de Christophe Guilluy, *Le temps des gens ordinaires* (Flamarion, 2020), par Joachim Imad, directeur de la Fondation Res Publica.
- « **La relation franco-allemande et le problème de l'hégémonie en Europe** », note de lecture de l'ouvrage de Georg Blume, *Der Frankreich-Blues* (Körber, Hambourg, 2017), par Baptiste Petitjean, ancien directeur de la Fondation Res Publica, et Lise Buttin.

SOUTENEZ LA FONDATION RES PUBLICA !

Pour nourrir sa réflexion et conduire sa mission d'irrigation du débat intellectuel et d'aide à la décision publique, la Fondation Res Publica a besoin du soutien des entreprises et des particuliers. Leur aide est particulièrement précieuse dans un contexte de réduction de l'aide que la Fondation perçoit de l'État, en raison de restrictions budgétaires de plus en plus fortes.

La Fondation étant reconnue d'utilité publique par décret du 30 décembre 2005, les versements que vous lui accorderez-vous feront bénéficier d'un avantage fiscal conséquent.

Pour les particuliers :

Impôt sur le revenu (IR) : la loi de finances permet **une déduction de l'impôt sur le revenu de 66 % du montant de vos dons** dans la limite de 20 % du revenu imposable.

Dans le cas d'un don de 1000 euros, vous pouvez déduire 660 euros de votre impôt sur le revenu.

Pour les entreprises, les organismes et les associations :

Impôt sur les sociétés (IS) : la loi de finances permet une déduction de vos dons de l'impôt sur les sociétés (ou IR pour les sociétés de personne), **à hauteur de 60 %**, dans la limite de 0,5 % du chiffre d'affaires HT (report possible durant 5 ans).

Dans le cas d'un don de 10 000 euros, vous pourrez déduire 6 000 euros d'impôt. Votre contribution aura réellement coûté 4 000 euros à votre entreprise.

Un don supérieur ou égal à 200 euros vous permettra par ailleurs de recevoir à votre adresse les « Cahiers » de la Fondation Res Publica.

Avec tous mes remerciements,

Jean-Pierre Chevènement

Contact : +33 (0)1 45 50 39 50 ; fondationrespublica@gmail.com ou benjelloun@fondation-res-publica.org

FONDATION RES PUBLICA

52, rue de Bourgogne

75 007 Paris

☎ 01.45.50.39.50

fondationrespublica@gmail.com

Achévé
d'imprimer
en mai 2022